

POLSKA-FRANCJA

ORGAN IZBY HANDLOWEJ POLSKO - FRANCUSKIEJ
ORGANE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE



SOCIÉTÉ
de Constructions

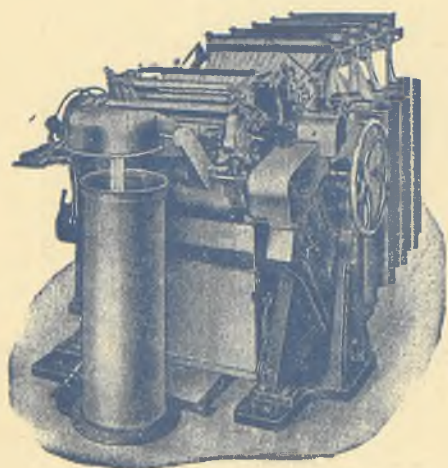


ALSACIENNE
Mécaniques

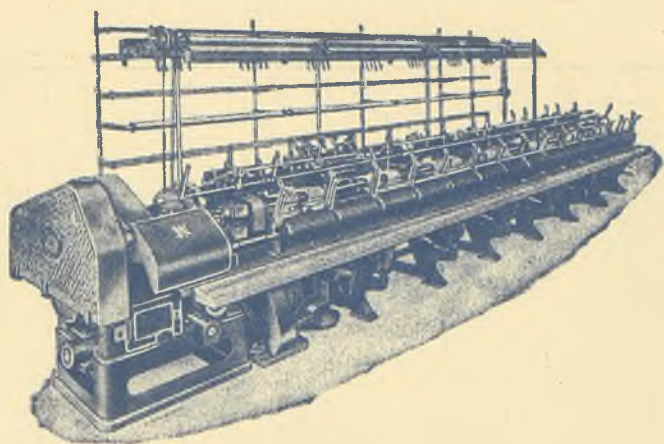
MULHOUSE (Haut-Rhin)

Fabryki we FRANCJI w MULHOUSE (Haut-Rhin) i GRAFFENSTADEN (Bas-Rhin)
Fabryka Kabli w CLICHY (Seine)

Przedstawiciel na Polsk : **A. MARSY & Co.** LODZ, Al. Kościuszki, 3



CZESARKI SAG. pat.
dla wełny — pakul lnianych —
włokien sztucznych



INTERSECTINGI pat.
przerabiające na taśmy średnie i cienkie,
wchodzące w skład zespołu maszyn oddziału
przygotowawczego wełny czesankowej

WSZELKIE MASZyny

dla

PRZEMYSŁU WŁOKIENNICZEGO

Oddział
Przygotowawczy

Pr dzalnia

Skr calnia

Tkalnia

Bielnik

Farbiarnia

Drukarnia

Apretura

Wykończalnia

WEŁNA

BAWEŁNA

JEDWAB

Szt. JEDWAB

MOTORY — Przemysł Chemiczny — Przemysł Naftowy
CAŁKOWITE INSTALACJE ZAKŁADÓW WŁOKIENNICZYCH

POLSKA-FRANCJA

ORGAN IZBY HANDLOWEJ POLSKO-FRANCUSKIEJ
ORGANE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE

Nr. 10/11 (12/13) PAŹDZIERNIK-LISTOPAD – 1938 r. – OCTOBRE-NOVEMBRE ROK II

IZBA HANDLOWA POLSKO-FRANCUSKA bierze żywy udział w ogólnej radości, jakiej społeczeństwo polskie daje wyraz wobec historycznego faktu powrotu do swej Macierzy Śląska Zaolzańskiego, prastarej dzielnicy piastowskiej.

Wydawnictwo Izby »POLSKA-FRANCJA« zamieszcza w niniejszym numerze wywiad Pana Ministra Przemysłu i Handlu Antoniego Romana udzielony prasie polskiej na temat znaczenia Zaolzia dla życia gospodarczego Polski.

IZBA HANDLOWA POLSKO-FRANCUSKA

TREŚĆ

1. ANTONI ROMAN, Minister Przemysłu i Handlu – Udział Zaolzia w rozbudowie polskiej potęgi gospodarczej . . .	2
2. Gen. dr FELIKS MACISZEWSKI – Polski przemysł włókienniczy	6
3. ERNEST SALADIN – Polski przemysł przedziałniczy wełny czesankowej . .	10
4. Rola włókiennictwa w polsko francuskich obrotach handlowych – J. W. . . .	11
5. Wywóz polskiej odzieży do Francji . .	14
6. Odznaczenia	15
7. Komunikaty Rady Handlowego przy Ambasadzie Francuskiej w Polsce: a) Wystawa rolnictwa francuskiego w Warszawie; b) Przedstawicielstwa do objęcia	15
8. Kronika gospodarcza – część francuska i polska	18
9. Z prac bieżących Izby: a) Przyjęcie nowych członków; b) Przedstawicielstwa do objęcia	21
10. Przekład kodeksu handlowego z 1934 r. Prawo o spółkach akcyjnych	23
11. Bank Polska Kasa Opieki S. A. Sprawozdanie z działalności oddziału we Francji w 1937 r.	25
12. Z wydawnictw gospodarczych	26

SOMMAIRE

1. ANTONI ROMAN, Ministre de l'Industrie et du Commerce – La participation de la Silésie d'Outre-Olza au développement économique de la Pologne	2
2. Gén. Dr. FELIKS MACISZEWSKI – L'industrie textile polonaise	6
3. ERNEST SALADIN – L'industrie de la filature de laine peignée en Pologne	10
4. Le rôle de l'industrie textile dans les échanges commerciaux polono-français – J. W.	11
5. Exportation de la confection polonaise en France	14
6. Distinctions honorifiques	15
7. Communiqués de M. l'Attaché Commercial près l'Ambassade de France en Pologne: a) Salon agricole français à Varsovie, b) Offres de représentation	15
8. Chronique économique-Partie française et polonaise	16
9. Compte-rendu des travaux de la Chambre: a) nouvelles adhésions, b) offres de représentation	21
10. Décret sur le Code de Commerce. Loi polonaise sur les sociétés par actions	23
11. L'activité de la succursale en France de la Bank Polska Kasa Opieki S. A. en 1937	25
12. Revue des publications économiques	26

La participation de la Silésie d'Outre-Olza au développement économique de la Pologne *)

Udział Zaolzia w rozbudowie polskiej potęgi gospodarczej



Antoni Roman, Ministre de l'Industrie et du Commerce

Les districts de Cieszyn et de Frysztat qui ont été rendus à la Pologne, bien que ne représentant pas, sous le rapport de l'étendue et de la population, des chiffres considérables, constituent pour nous, au point de vue économique, une acquisition infiniment précieuse par suite des richesses naturelles du sol sous forme de charbon et de l'industrie qui est très développée. Son importance

peut être évaluée par la densité de la population polonaise de la Silésie d'Outre-Olza qui est d'env. 300 habitants par km².

Dans le district de Frysztat, le nombre d'habitants s'élève même à 575 par km², atteignant presque la densité de population des districts industriels les plus importants de l'Europe.

De même le groupement de la population d'après les professions dans les deux districts reconquis est très caractéristique pour le degré d'industrialisation de cette région. Dans le district de Frysztat le pourcentage de population travaillant dans l'agriculture est infime, n'atteignant même pas 5%; dans l'industrie, ce pourcentage est de 65%, dans le commerce de 6% et dans les communications 16%. Dans le district de Cieszyn, autrefois Tchèque, travaillent dans l'agriculture env. 25% de la population, tandis que dans l'industrie presque 50%.

S'il s'agit des caractéristiques économiques des territoires restitués, on peut s'appuyer, surtout dans le cadre de l'évaluation en quantité, sur des chiffres approximatifs basés sur le montant de la production des différentes entreprises ces dernières années. Les statistiques tchèques n'étaient pas tenues séparément pour ces territoires, de sorte qu'il est difficile de donner des chiffres exacts, néanmoins, on peut essayer d'établir la caractéristique de l'industrie de la Silésie d'Outre-Olza en se basant sur des chiffres probables.

La richesse principale de la Silésie d'Outre-Olza est constituée par les gisements de houille. Découverts en XVIII siècle, ils se révélèrent rapidement les meilleurs de l'ancienne monarchie

austro-hongroise et devinrent la source du développement de l'industrie minière dans la Silésie.

Les facilités remarquables pour la transformation en coke des charbons des mines d'Ostrawa firent décider la construction de nombreuses cokeries qui contribuèrent au développement de l'industrie des forges et par suite de l'industrie de transformation des métaux.

Les gisements de houille dans le district d'Ostrawa-Karwina forment la partie sud-ouest du bassin houiller polonais.

Dans ce territoire n'est exploitée qu'une partie des gisements peu profonds alors que le charbon de grande valeur se trouve plutôt dans les gisements plus bas. La profondeur moyenne des puits est de 600 m. env. Les réserves certaines de la Silésie d'Outre-Olza sont évaluées à 250 millions de tonnes et les réserves probables à env. 4 milliards de tonnes. La valeur calorique du charbon dans le district d'Ostrawa-Karwina varie entre 6.800 et 8.000 calories.

Les conditions d'exploitation des mines de la Silésie d'Outre-Olza sont difficiles par suite du peu d'épaisseur des gisements ainsi que de la force des gaz des marais et du grisou, ce qui exige l'installation d'appareils d'aération coûteux, rend difficile l'adaptation du courant électrique, exclue l'utilisation de lumière de lampes ordinaires et est souvent cause de catastrophes.

Les possibilités d'extraction des mines reconquises par la Pologne peuvent être évaluées à env. 9 millions de tonnes par an. L'année dernière, il a été extrait 7 millions ¹/₂ de tonnes de 16 mines groupées en 5 sociétés minières dont les plus importantes sont: Société Minière et Métallurgique S. A. Berne et la Direction Minière de Comte Larisch-Mönnich à Karwina.

Tout le charbon extrait dans la partie polonaise de la Silésie d'Outre-Olza est du charbon à coke. Les qualités du coke sont diverses. Certaines cokeries produisent du coke pour fonderies et hauts-fourneaux, d'autres du coke pour chauffage, meilleur que le coke de Haute-Silésie.

Manquant de coke pour les fonderies et de bon coke pour les hauts-fourneaux, la Pologne était obligée d'en importer une certaine quantité: 70% provenaient de la Tchécoslovaquie. Cette importation pendant les années 1935, 1936, 1937 s'élevait respectivement à 40.000, 45.000 et 11.000 tonnes. L'exportation totale de coke du district d'Ostrawa-Karwina a été en 1937 de 931.000 tonnes. La demande de ce coke par les marchés de l'Europe Centrale est forte et constante. Elle permet de supposer que le montant de cette exportation sera maintenu, sinon augmenté.

L'industrie du coke est devenue une industrie fondamentale pour la fabrication des dérivés de

*) Interview accordée à la presse polonaise le 9.X.1938.



IGNACY MOŚCICKI
Président de la République de Pologne



EDWARD RYDZ-ŚMIGŁY
Maréchal de Pologne



JÓZEF BECK
Ministre des Affaires Etrangères

la houille: le toluol, le benzol, le crésol, le phénol, la naphthaline, la poix, le goudron, l'ammoniaque, etc. Cette industrie qui est concentrée auprès des cokeries, en raison de la valeur des matières produites, est devenue l'une des plus riches de la Silésie d'Outre-Olza. Sur ce territoire, se trouvent 5 cokeries d'une production totale d'env. 800.000 tonnes. En outre, il existe 2 briqueteries produisant 110.000 tonnes de briquettes de grande valeur.

Pour compléter l'image de la dotation énergétique de la Silésie polonaise d'Outre-Olza, il faut encore citer 12 usines électriques d'une force d'installation totale de 45.000 kw. Leur production totale en 1936 a été d'env. 100 millions de KWH.

Il faut également citer l'industrie des forges et de la transformation des métaux de la Silésie. Elle travaille en partie les minerais de fer slovaques mais, dans une mesure plus importante, transforme les riches minerais suédois et russes. Le montant global de la production annuelle dans le territoire polonais de la Silésie d'Outre-Olza est d'env. 700.000 tonnes. Les plus importants établissements à Trzyniec appartiennent à la Société Minière et Métallurgique S. A. de Berne et constituent l'une des plus grandes entreprises de l'Europe Centrale. En outre, il existe encore d'assez importants établissements à Bogumin et à Frysztat,

En dehors de l'industrie minière et des forges, existent et se développent également d'autres industries: par exemple, l'industrie chimique est représentée par des établissements à Gruszów, à Piotrowice et à Bogumin. Ils produisent surtout les acides sulfuriques et chlorhydriques, le sulfate de soude, la soude et les engrais artificiels. A Gruszów existe une importante agglomération d'industries minérales produisant les briques réfractaires, les tuyaux lithoïdes, etc.; à Karwina se trouve une grande brasserie d'un rendement d'env. 100.000 hl. Dans tout le territoire sont parsemées en grand nombre des distilleries, des raffineries d'alcool, des briqueteries et des fabriques de ciment.

Puisque j'examine la production économique de la Silésie d'Outre-Olza, je ne puis pas m'abstenir de parler, ne serait-ce qu'en quelques mots, de son commerce.

La haute culture de la société polonaise et aussi sa composition sociale spécifique (de grands centres ouvriers) ont fait que le principal représentant du commerce d'Outre-Olza est le coopératisme, et ceci ne date pas de quelques années mais des temps d'avant-guerre et est donc lié étroitement avec le terrain et ses besoins. Outre les coopératives agricoles et de crédit, je dois citer les coopératives de consommation qui groupent presque la moitié de la population d'Outre-Olza, pourcentage que l'on ne rencontre dans aucune autre province polonaise. Elles comprennent quelques centaines de magasins dont le chiffre d'affaires l'année dernière a dépassé 40 millions de couronnes et pourtant la coopérative tchèque, très riche et puissante, y travaillait également, renforcée par des crédits importants et des subsides d'Etats-moyens de lutte avec les coopératives polonaises. Ces dernières cependant surent résister à cette grande concurrence et, aujourd'hui, constituent la base saine et sûre du commerce polonais

d'Outre-Olza. sur laquelle a reposé l'approvisionnement de la Silésie après le départ des Tchèques.

* * *

En ce qui concerne la politique économique du Gouvernement à l'égard des territoires reconquis, il y a lieu de distinguer deux stades: le premier a pour but d'éliminer le plus rapidement possible tout bouleversement ou perturbation dans la production pouvant provenir de la réunion de la Silésie d'Outre-Olza au territoire économique polonais; le second, à but plus lointain, doit amener, de la façon la plus profitable au point de vue économique, la réunion de ces pays au territoire polonais. Afin d'atteindre ce but, deux sortes de mesures ont été prises.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce au moment décisif a commencé l'étude de dispositions assurant une reprise appropriée de l'industrie silésienne. J'ai constitué une commission qui, en collaboration avec le voïevode de Silésie et de la Chambre de l'Industrie et du Commerce de Katowice, a préparé un plan précis à ce sujet. En même temps a été créé le Conseil Economique pour la Silésie d'Outre-Olza. Cette Commission et ce Conseil restent en contact permanent.

Leur collaboration doit assurer dans le calme la transition des territoires restitués dans le domaine de l'activité économique polonaise sans gêner le cours normal du travail. A ce sujet, la Chambre de l'Industrie et du Commerce de Katowice a apporté beaucoup d'initiative et d'aide, surtout en ce qui concerne l'élaboration de la documentation sur les relations économiques de cette contrée.

Pour maintenir la continuité du travail, il a été élaboré un programme détaillé pour assurer de manière continue les approvisionnements en matières premières, en matériaux techniques et en courant électrique pour tous les établissements industriels. La fourniture et l'expédition normale de tous les produits par voie de transports ferroviaires ont été assurés. En prévision de la possibilité d'équipes incomplètes, il a été établi une liste du personnel technique et de bureau qualifié qui pourrait occuper les postes vacants.

Au cas d'abandon de grandes entreprises agricoles par leur détenteur ou de nécessité de son remplacement, il a été préparé une liste des commandants militaires et des administrateurs-séquestres des divers établissements. Ces commandants sont des officiers de réserve appelés temporairement en service, ingénieurs spécialistes dont la tâche est de maintenir la sécurité des établissements. Les administrateurs-séquestres doivent éclaircir et étudier l'ensemble des questions économiques des différents établissements de façon à ce que soient assurés le rendement et la continuité de production et d'écoulement.

La prise en possession des établissements industriels se fait avec une grande opportunité au point de vue organisation; l'institution de commissaires administrateurs-séquestres facilitera certainement à un grand degré la période transitoire et l'adaptation de ces établissements aux nouvelles conditions de travail.

Certains moyens financiers ont été fournis pour assurer les fonds de roulement indispensables à l'industrie et au commerce avant tout pour

assurer le paiement des appointements au terme fixe. On a assuré également l'écoulement de la production industrielle sur les marchés intérieur et extérieur afin de lui garantir les conditions de développement les plus profitables.

Afin d'éviter des irrégularités dans l'approvisionnement de ces contrées ainsi qu'en vue d'empêcher toute spéculation sur les produits de première nécessité, les mesures nécessaires garantissant la livraison normale des produits alimentaires et le maintien de leur prix à un niveau raisonnable ont été prises.

A la suite de certains mouvements de panique provoqués par des éléments étrangers, la spéculation sur les immeubles a été interdite.

Au moment de l'introduction de la législation douanière et des décrets réglementaires, ont été, avant tout, pris en considération les intérêts de la marche des établissements industriels. Tous les décrets réglant l'importation et l'exportation sur ces territoires ont été simplifiés jusqu'aux limites possibles en atténuant leur formalisme au profit des besoins courants de l'industrie locale.

Les marchandises importées de l'étranger qui sont destinées aux établissements industriels et miniers ainsi qu'aux établissements d'utilité publique et sont nécessaires pour leur fonctionnement, par exemple, les matières premières, machines, etc. sont dédouanées suivant le principe de paiement à terme des droits de douane. Pour le dédouanement de ces marchandises il n'est pas exigé de permis d'importation ni de certificats de compensation. S'il est importé de l'étranger des marchandises bénéficiant de la réduction ou de la libération des droits de douane subordonnées soit à des autorisations du Ministère des Finances soit aux certificats délivrés par les Chambres de l'Industrie et du Commerce, au moment de l'évaluation des droits de douane on tient compte de la réduction sans exiger les documents ci-dessus mentionnés et les redevances à ce titre sont échelonnées sur de longs délais.

Par ce court exposé, il est facile de se rendre compte que le Gouvernement a fait tout son possible pour prévoir et agir contre tous les facteurs pouvant troubler le travail normal pendant cette période transitoire.

* * *

Parmi les problèmes se rattachant à la réunion à la Pologne des territoires qui nous ont été rendus, l'un des plus importants est celui de l'influence des changements survenus sur la situation économique de la Pologne et sur son prochain développement.

Evidemment, cette influence ne doit être ni exagérée ni surestimée par rapport à la réalité démontrée par la relation des richesses de ces pays à la somme totale de l'avoir national polonais. La plus forte influence se fait sentir dans l'industrie des mines et des forges en raison de la capacité de production de ces territoires par rapport à la production polonaise actuelle dans ce domaine. Par exemple, l'extraction du charbon augmentera de 20% et la production de l'acier d'environ 50%.

En ce qui concerne le charbon, son écoulement a lieu en partie sur le marché intérieur et en partie sur le marché extérieur. Le marché

intérieur a besoin de coke et de charbon à coke pour des buts métallurgiques. En outre, il y a lieu de supposer, dans le domaine de l'exportation, que ce charbon maintiendra son écoulement sur les différents marchés extérieurs.

Cependant, l'influence la plus importante va s'accroître dans le domaine de l'industrie des forges. D'un côté la fourniture de coke excellent permettra la rationalisation et les progrès techniques, et, de l'autre, l'industrie métallurgique de ce pays, qui travaille de façon modèle et est techniquement merveilleusement dotée, livrera des produits de première qualité et contribuera à l'augmentation du niveau de la production polonaise dans ce domaine.

Il est hors de doute que la capacité de production de ces établissements de forges de la Silésie d'Outre-Olza sera incorporée aux procès d'investissements et contribuera à leur intensification. Dans nos plans de reconstruction économique, nous avons prévu de grands investissements dans l'industrie des forges. Le retour de la Silésie a fait passer ces investissements au second plan, étant donné que les investissements doivent être dirigés avant tout pour le développement de l'industrie de transformation des métaux qui est le principal consommateur de la métallurgie de fer dans toute la Pologne.

La restitution de ces territoires contribuera aussi, à un degré important, à accélérer le développement du Bassin Industriel Central.

Les quantités importantes d'acier et de fer que nous donnent les établissements de Trzyniec agrandissent les bases pour l'industrie de transformation des métaux et donne l'impulsion pour leur développement rapide. Les privilèges fiscaux existants (j'ai dans l'idée avant tout le décret concernant les privilèges pour le Bassin Industriel Central) sans aucun doute localisent ces efforts d'investissement sur les terrains se trouvant dans le centre de la Pologne. Déjà, certains travaux commencés actuellement tendent à l'acquisition d'appareils de production dans cette région dans le but du développement du Bassin Industriel Central.

En ce qui concerne les excédents d'exportation dans les établissements métallurgiques, il n'y a pas lieu de prévoir de plus grandes difficultés, car les établissements de cette région participaient en partie aux cartels internationaux.

On peut donc voir que l'industrie de transformation fournissant une nouvelle quantité de produits d'exportation ouvre à la Pologne de nouvelles perspectives d'amélioration de la balance commerciale.

Toutes ces considérations militent en faveur de la nécessité, non seulement de maintenir la production à son niveau actuel, mais même de la développer dans les limites de l'intérêt de l'Etat.

Envisageant les conséquences économiques du retour de la Silésie d'Outre-Olza à la Pologne, je dois souligner la portée que pour le développement futur de notre politique maritime peut présenter l'élargissement des territoires qui sont desservis par nos ports maritimes. Déjà, la Silésie d'Outre-Olza, terrain naturel d'orientation vers nos ports profitait de leurs services dans une large mesure. J'ai en vue les centaines de milliers de tonnes qu'ont atteintes ces dernières années

les importations annuelles de minerais pour les établissements industriels des forges ainsi que de pyrite pour l'industrie chimique, et les exportations relativement importantes de produits des forges.

Il y a lieu de souligner également les essais d'exportation, faits ces dernières années avec de très bons résultats, par les ports polonais, de coke et de houille des mines situées dans cette région.

Il est évident que l'incorporation de ces territoires au domaine douanier polonais et aux organismes économique et politique de la Pologne crée des conditions tout à fait différentes qui entraîneront, sans aucun doute, une augmentation importante du mouvement des ports de Gdynia et de Gdańsk.

Il y a lieu également d'apporter une atten-

tion particulière aux possibilités qui se sont produites en Silésie par suite de l'abandon des ateliers de travail par des éléments locaux craintifs.

Je désire beaucoup que les capitaux polonais profitent de la possibilité qui se présente pour acquérir les ateliers existants et diminuer ainsi la participation d'éléments étrangers à l'industrie et au commerce polonais.

Enfin je compte que les milieux commerciaux et techniques polonais, en pleine compréhension de la gravité des circonstances, contribueront fructueusement à surmonter les difficultés qui peuvent survenir dans ce moment historique et ensuite, par leur travail intensif, apporteront leur part précieuse à l'oeuvre de consolidation du relèvement économique de la Pologne.

Gen. dr FELIKS MACISZEWSKI

Prezès Izby Przemysłowo-Handlowej w Łodzi

Polski przemysł włókienniczy

L'industrie textile polonaise

Rok ubiegły zaznaczył się w Polsce silniejszym, aniżeli poprzednie lata pokryzysowe wzrostem produkcji, zatrudnienia i obrotów. Nie tylko publiczny, lecz i prywatny ruch inwestycyjny oraz zwiększenie siły nabywczą ludności, zwłaszcza wiejskiej, dzięki poprawie cen artykułów rolnych oraz korzystniejszemu ich stosunkowi do cen wytworów przemysłowych — przyczyniły się do wzrostu wytwórczości przemysłów produkcyjnych i surowcowych.

Polska produkcja przemysłowa w 1937 r. osiągnęła względnie przekroczyła najwyższy dotąd poziom wytwórczości z lat 1928/1929, podnosząc się w porównaniu z najniższym poziomem kryzysowym z 1932 r. o przeszło 55%, w stosunku zaś do 1936 r. o 18%, a zatem postępując w tempie znacznie szybszym, aniżeli w 1936 r., który w porównaniu z 1935 r. wykazał wzrost w wysokości 8%. Jest przy tym rzeczą charakterystyczną, że rozwój produkcji dóbr spożywczych pozostawał pod prężnym wpływem przebiegu koniunktury oraz wytwórczości we włókiennictwie, którego waga jest rozstrzygająca dla całości wytwarzania dóbr konsumcyjnych.

Pamiętać należy, że ceny surowców włókienniczych na przełomie lat 1936 i 1937 uległy znacznejwyżce, pobudzając inicjatywę w kierunku wzrostu produkcji, która jednak już w końcu kwietnia roku ubiegłego załamała się wraz z cenami surowców, nieprzerwanie ulegającymi spadkowi do końca roku. Wprawdzie w trzecim kwartale rozmiary produkcji włókienniczej zyskały ponownie tendencję rosnącą (zjawisko zaobserwowane m. in. również w Niemczech), niemniej jednak była ona związana raczej z sezonowym okresem ożywienia. Ponieważ ceny surowców włókienniczych w listopadzie i grudniu osiągnęły jeden z najniższych w ciągu ostatnich lat poziomów, przeto wyłoniło się prawdopodobieństwo, że nie ulegną one dalszej niżce, co oczywiście zezwoliło na ponowne podjęcie produkcji w szerszym roz-

L'année dernière a été caractérisée en Pologne par une augmentation de la production, de la main d'oeuvre employée et du mouvement des affaires par rapport aux années précédentes qui ont suivi la crise.

Le mouvement d'investissement, non seulement public mais aussi privé, ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, surtout de la population rurale, grâce à l'amélioration des prix des produits agricoles et à leur niveau plus avantageux par rapport aux prix industriels, ont contribué à l'accroissement de la production.

La production industrielle polonaise pour l'année 1937 a atteint, voire même dépassé la plus forte production observée, soit celle des années 1928 et 1929, augmentant de près de 55% par rapport au niveau le plus bas de l'année de crise de 1932 et de 18% par rapport à 1936, année dont la production elle-même fut de 8% supérieure à celle de 1935.

Il est caractéristique que le développement de la production des articles de consommation est demeuré sous l'influence de la conjoncture et de la production dans l'industrie textile dont le rôle est décisif pour la production tout entière des dits articles.

Il faut tenir compte que les prix des matières premières textiles au cours des années 1936 et 1937 ont subi une hausse assez importante, incitant ainsi l'initiative privée à augmenter la production, laquelle cependant, à la fin du mois d'Avril 1937, commença à fléchir parallèlement aux prix des matières premières qui baissèrent continuellement jusqu'à la fin de l'année. Il est vrai que, pendant le troisième trimestre, la production des matières textiles montra à nouveau une tendance à la hausse (phénomène observé également en Allemagne) mais cette tendance était plutôt due à un mouvement d'activité saisonnier.

Etant donné que les prix des matières premières textiles en Novembre et Décembre furent

miarze i co istotnie ujawnia wskaźnik pracodawanych robotniko-godzin w omawianym przemyśle w ostatnich dwóch miesiącach roku ubiegłego. Fakt ten jednak nie zdołał wpłynąć na ogólną poprawę oraz poziom wskaźnika dóbr spożywczych zarówno w IV-y m kwartale, jak i w całym roku 1937.

Przechodząc do zwięzłej oceny sytuacji gospodarczej okręgu łódzkiego w r. 1937, podnieść wypada, że według danych Głównego Urzędu Statystycznego stan uruchomienia wszystkich reprezentowanych w tym okręgu gałęzi przemysłu przetwórczego wykazał w porównaniu z rokiem poprzednim bez mała 12%-wy wzrost, podczas gdy analogiczny wskaźnik dla całej Polski wyniósł 13,3%, co pozwala na stwierdzenie, iż, ogólnie biorąc, poprawa sytuacji we wszystkich gałęziach przemysłu przetwórczego okręgu łódzkiego nastąpiła w 1937 r. prawie w tych samych rozmiarach, co w całym Państwie.

Pomyślny stosunkowo przebieg koniunktury w 1937 r. wyraził się we wzroście robotniko-godzin, pracodawanych w całym przemyśle włókienniczym, który wyniósł w Polsce 5,1% oraz 6,3% dla okręgu łódzkiego. Opierając charakterystykę sytuacji we włókiennictwie na podstawie przywiezionych z zagranicy względnie skonsumowanych surowców, stwierdzić należy, iż wagowo import ten obniżył się prawie o 1%, przy czym przywóz do Polski bawełny i odpadków wzrósł o 6,2%, podczas gdy przywóz wełny i odpadków wełnianych obniżył się prawie o 16%. Porównując z kolei wskaźnik wzrostu konsumpcji surowców ze stanem uruchomienia oraz produkcji, nie można zauważyć rozbieżności pomiędzy nimi oraz wskaźnikiem importu surowców bawełnianych. Natomiast w odniesieniu do surowców wełnianych, których spożycie w okręgu łódzkim wzrosło o 2%, stwierdzić należy, iż przy spadku importu mogło to jedynie nastąpić drogą znacznego zmniejszenia zapasów, co istotnie uwydatniło się w drugiej połowie ubiegłego roku na skutek spadku cen surowca. Pamiętać również należy, że spadek importu odpadków wełnianych (10%) oraz równoczesny wzrost ich konsumpcji tłumaczy się nie tylko zużyciem zapasów, lecz również wzrostem zapotrzebowania odpadków krajowych. Zmniejszone spożycie w 1937 r. szmat odpowiada w przybliżeniu spadkowi ich importu, dla należytej jednak oceny sytuacji uwzględnić należy znakomity wzrost produkcji przędzy bawełnianej z domieszką sztucznych włókien ciętych oraz lnu i kotoniny. Rozmiary produkcji przędzy bawełnianej cienkoprzędnej nieznacznie przekroczyły poziom z 1936 r., podczas gdy produkcja przędzy z domieszką włókien ciętych oraz z domieszką lnu i kotoniny wzrosła z 150 ton w 1936 r. do 3.160 ton wartości przeszło 13 mil. zł w 1937 r. Dążność do przedstawienia się zatem włókienniczej produkcji przemysłowej z dotychczasowych źródeł na nowe — w myśl ustalonych na początku roku ubiegłego wytycznych — stała się faktem.

W rezultacie możemy stwierdzić, iż rok sprawozdawczy minął pod znakiem objawów postępu, przy czym na podkreślenie zasługuje fakt, iż postęp ów przejawiał się również i pod względem strukturalnym. Wskutek zwiększonej rentowności produkcji zakłady przemysłowe podjęły szereg nakładów inwestycyjnych dla nieodzownego zmodernizowania aparatu produkcji, który uległ nie-

à un niveau des plus faibles, on pouvait prévoir qu'il n'y aurait pas de baisse ultérieurement ce qui permit une plus forte augmentation de la production, confirmée par l'indice du nombre d'ouvriers-heures dans ladite industrie pendant les derniers mois de l'année écoulée. Ce fait cependant ne put exercer une influence ni sur l'amélioration générale ni sur le niveau de l'indice des articles de consommation, aussi bien pendant le 4-ème trimestre que pendant toute l'année 1937.

Si l'on examine attentivement la situation économique de la région de Łódź en 1937, il y a lieu de relever que, suivant les données de l'Office Central de Statistiques, l'état de mise en marche de toutes les branches d'industries de transformation représentées dans cette région montre, par rapport à l'année précédente, presque 12% d'augmentation, alors que, dans la Pologne entière, ce pourcentage était de 13,3. Cela confirme qu'en général l'amélioration de la situation dans toutes les industries de transformation de la région de Łódź a eu, cette année-là, les mêmes proportions que dans l'ensemble du pays.

La situation favorable de l'année 1937 est caractérisée par l'accroissement du nombre d'ouvriers-heures dans l'industrie textile qui a été, pour la région de Łódź de 6,3% tandis qu'il n'a pas dépassé 5,1% dans l'ensemble du pays.

En comparant la situation de l'industrie textile avec les matières premières, ou bien importées de l'étranger ou bien consommées, on peut confirmer que le montant en poids de cette importation a été réduit de presque 1%: l'importation en Pologne du coton et des déchets a augmenté de 6,2% tandis que l'importation de la laine et des déchets de laine a été réduite de presque 16%. En comparant ensuite le barème de l'augmentation de la consommation des matières premières avec la main d'oeuvre occupée et la production, on ne peut pas observer de divergence entre eux et l'indice de l'importation des cotons bruts. Par contre, en ce qui concerne les laines brutes dont la consommation a diminué de 2% dans la région de Łódź, on peut constater que la diminution de l'importation n'a pu avoir lieu qu'à la suite d'une réduction sensible des stocks, ce qui s'est produit dans la deuxième moitié de l'année 1937 comme conséquence de la baisse des prix des matières premières.

Il y a lieu également de se rappeler que la diminution de l'importation des déchets de laine (10%) ainsi que l'augmentation simultanée de leur consommation se traduisent non seulement par l'utilisation des stocks mais aussi par l'augmentation de la demande de déchets de provenance polonaise.

La réduction de la consommation des chifons en 1937 s'est produite à peu près dans la même proportion que la diminution des importations; cependant, pour juger convenablement la situation, il faut prendre en considération l'augmentation de la production des filés de coton en mélange avec des fibres artificielles ainsi que des filés de lin et de cotonine. Le montant de la production des filés de coton fins a dépassé de façon insignifiante le niveau de 1936 tandis que la production des filés en mélange avec des fibres artificielles, du lin ou de la cotonine a augmenté de 150 tonnes en 1936 jusque 3160 tonnes d'une valeur de plus de 13 millions de zł en 1937.

zaprzeczonemu zaniedbaniu w latach kryzysu. Natomiast poprawa rentowności nierównomiernie ujawniła się w handlu, gdyż na ogół wskutek silnego napięcia konkurencji marża zarobkowa nadal była skromna w stosunku do kosztów handlowych.

Przystępując do najogólniejszego naświetlenia aktualnych zagadnień polityki gospodarczej, które równocześnie winny budzić szczególne zainteresowanie świata gospodarczego, wypada mi przede wszystkim podkreślić sprawę bezsprzecznie niepomysłnego kształtowania się naszego bilansu handlowego. Ujawniająca się od początku bieżącego roku bierność owego bilansu stała się ostatnio zjawiskiem, któremu niechybnie poświęcić trzeba baczną uwagę, gdyż konieczne jest zastosowanie w porę odpowiednich środków zaradczych. Nie ulega wątpliwości i z góry można przewidzieć taki obrót sprawy, że w okresie poprawy koniunkturalnej nasz przywóz ulegnie częściowemu wzrostowi, w szczególności w dziale niezbędnych surowców i zapotrzebowania inwestycyjnego, niedającego się pokryć w kraju. Dlatego też częściowy wzrost pozycji przywózowych jest zjawiskiem gospodarczo zdrowym i potwierdza fakt istnienia koniunktury.

Jeśli zanalizujemy cyfry naszego bilansu handlowego z roku bieżącego, okaże się, iż zwiększenie jego rozmiarów rzeczywiście przypada głównie na import nieodzownych środków produkcji i urządzeń inwestycyjnych, przy czym przywóz surowców nie wykazuje na ogół istotniejszej tendencji zwykłej, w niektórych zaś działach nie uległ nawet zmianom. Z tego też powodu przyjąć można, iż zagadnienie uaktywnienia naszego bilansu handlowego nie polega na dalszych ograniczeniach naszego przywozu, który i tak jest mały w skali europejskiej i ogranicza się przeważnie do najniezbędniejszych narzędzi produkcji i surowców, lecz punkt ciężkości sprawy przesuwają się przede wszystkim ku wzmoczeniu eksportu. Oczywiście, nie chcę twierdzić, aby w dziedzinie naszego importu nie istniały pewne niedociągnięcia, uzasadniające potrzebę rozważania realnie możliwej racjonalizacji polityki przywózowej i niewątpliwie nasze samorządy gospodarcze pełną uwagę poświęcą i tej stronie zagadnienia.

O wiele poważniej i niepomyślniej przedstawia się sytuacja w dziedzinie wywozu, gdyż w roku bieżącym znacznie zmalało nasze saldo dodatnie w dziedzinie obrotów z krajami europejskimi, powiększyło się saldo bierne w wymianie handlowej z krajami zamorskimi, odpadł nieomal całkowicie wywóz zboża, w ostatnich zaś czasach wskutek spadkowej tendencji cen na rynkach światowych, siłą rzeczy kurczy się wartość wywozu, wobec zaś stanu niepewności, wywołanego ową zniżką cen, zagranica ociąga się z zawieraniem nowych transakcji.

Wobec kilkakrotnie przeze mnie wspomnianego niepomyślnego kształtowania się koniunktury na rynkach światowych, jednym z najważniejszych zagadnień staje się równocześnie sprawa organicznego podniesienia sprawności konkurencyjnej naszej produkcji i wymiany handlowej tak, aby odpowiadała ona wymogowi taniości. Faktem jest, iż w tej dziedzinie daliśmy się zdystansować i niewątpliwie należymy dzisiaj do grupy krajów zbyt

La tendance à baser la production textile de plus en plus sur l'emploi de nouvelles fibres, substituées en partie à celles qui ont été jusqu'à présent généralement utilisées, est devenue un fait accompli, conformément aux directives établies au commencement de l'année écoulée.

En conclusion nous pouvons constater que l'exercice écoulé s'est caractérisé par un certain progrès et, ce qui est plus intéressant, c'est que ce progrès s'est manifesté également dans la structure de l'industrie textile. Grâce à l'augmentation du rendement de la production, les établissements industriels entreprirent une série d'investissements pour la modernisation indispensable de l'outillage de production qui fut délaissé pendant les années de crise. Par contre, l'amélioration du rendement se répercuta dans le commerce de façon inégale car, en général, par suite d'une forte concurrence, la marge des bénéficiaires continua à être modeste par rapport aux frais commerciaux.

Abordant l'exposé général des problèmes actuels de la politique économique qui, parallèlement, doivent attirer l'attention particulière des milieux économiques, je dois, avant tout, souligner la façon incontestablement défavorable dont se présente notre balance commerciale. Le passif de cette balance qui est apparu depuis le commencement de l'année dernière est un phénomène auquel il y a lieu de porter une grande attention car il est indispensable d'appliquer en temps voulu les mesures nécessaires. Il est hors de doute que, pendant la période d'amélioration de la conjoncture, notre importation continuera à augmenter surtout dans le domaine des matières premières indispensables de même que dans celui des investissements qui ne pourront pas être fournis par le pays. C'est pourquoi également une partie de l'augmentation de la position d'importation apparaît comme un phénomène sain au point de vue économique confirmant une fois de plus l'amélioration de la situation.

Si nous analysons les chiffres de notre balance commerciale de l'année courante, nous voyons que l'augmentation s'est produite principalement dans l'importation des matières indispensables à la production et aux investissements tandis que l'importation des matières premières ne montre pas, en général, une tendance à la hausse; au contraire, dans certaines catégories, elle n'a subi aucune modification. De ce fait, on peut affirmer que le problème de rendre plus active notre balance commerciale n'est pas basé sur de nouvelles restrictions de notre importation qui est relativement petite dans l'échelle européenne et se borne surtout à l'outillage de production et aux matières premières, mais que ce problème porte avant tout vers le développement de l'exportation.

Il est évident que je ne veux pas assurer que, dans le domaine de notre importation, il n'existait plus de lacunes motivant la révision de notre politique d'importation, et, certainement, les institutions autonomes du domaine économique voudront apporter toute leur attention également à l'examen de ce problème.

La situation, dans le domaine de l'exportation, se présente de façon plus inquiétante et plus défavorable étant donné que cette année le solde favorable de notre balance commerciale avec les pays européens a été sensiblement réduit, que le

drogo produkujących, zeszłoroczne zaś wyższe płac roboczych, niestety, zamiast zbliżyć oddaliły nas właśnie od stanu owej konkurencyjnej sprawności i taniości. Wszelkie posunięcia, które mogłyby spowodować dalsze podrożenie kosztów produkcji, byłyby dlatego ciosem, zmierzającym w kształtowanie się koniunktury. Dając wyraz temu pogładowi, uważam, iż powinniśmy wprost przeciwnie raczej przyśpieszać dzisiaj realizację tych wszystkich posunięć, które mogłyby wpłynąć na organiczne potaniecie produkcji. Dlatego też zgodnie z wielokrotnymi deklaracjami ogółu sfer gospodarczych uważam, iż nie powinno się narazić na dalszą zwłokę sprawy gruntowniejszej reformy naszego zbyt kosztownego systemu ubezpieczeń społecznych.

W roku bieżącym należy stwierdzić znaczny postęp w zużyciu krajowego sztucznego włókna przez przemysł bawełniany, gdyż zużycie tego włókna wyniesie już 8,3% ogółu surowca. Mimo pewnych braków technicznych tego włókna w porównaniu do bawełny, zużycie jego będzie mogło w najbliższych latach jeszcze wzrastać, o ile cena obecnie płacona, przekraczająca cenę bawełny o około 80%, ulegnie redukcji. Również w przemyśle wełnianym rozpoczęto w roku bieżącym stosować włókno sztuczne w postaci lanitalu, produkowanego w otwartej na wiosnę r. b. fabryce „Polana“. Natomiast szersze stosowanie kotoniny natrafia nadal na poważne trudności, gdyż żadna z powstałych fabryk kotonizacyjnych nie dostarcza dotąd włókna, któreby odpowiadało wymogom ustalonym przez przemysł włókienniczy.

Zbliżając się do końca moich uwag, wypada mi stwierdzić, że w sytuacji obecnej, która wymaga wzmoczonego wysiłku Państwa i całego społeczeństwa, aby wbrew fluktuacjom sytuacji światowej podtrzymać koniunkturę w Polsce, szczególnego znaczenia nabiera realizacja hasła rzuconego przez P. Wicepremiera Kwiatkowskiego w sprawie konsolidacji politycznej obywateli jako podstawowego warunku podniesienia ogólnej spójności Państwa i narodu. Sfery gospodarcze Łodzi w całej rozciągłości uznają słuszność tezy, iż poprzez konsolidację polityczną stworzyć należy u nas warunki, stabilizujące równocześnie podłoże, na którym rozwija się prywatna ekspansja i twórczość gospodarcza Polski.

Importerzy artykułów francuskich
znajdą wszelkie informacje
w Izbie Handlowej Polsko-Francuskiej

Les importateurs de produits français
trouvent toutes les informations
utiles à la Chambre de Commerce
Polono-Française

solde passif de nos échanges avec les pays d'outre-mer a augmenté de façon importante, que l'exportation des céréales a cessé presque complètement, que, tout récemment, par suite de tendance à la baisse des prix sur les marchés mondiaux, la valeur de l'exportation a diminué, et qu'enfin, par suite de la situation incertaine provoquée par la dite baisse, l'étranger retarde la conclusion de nouvelles transactions.

Rappelant mes observations fréquentes relatives à la conjoncture défavorable qui se manifeste sur les marchés mondiaux, il apparaît, que le problème le plus urgent, est d'augmenter le pouvoir de concurrence de notre production et de celle de nos échanges commerciaux, afin qu'ils répondent au principe de bon marché. Le fait est que, dans ce domaine, notre pays est déjà bien distancé et appartient, sans aucun doute, au groupe de pays dont la production est chère, car, malheureusement, l'augmentation des salaires de l'année dernière, au lieu de nous rapprocher, nous a éloignés de la possibilité de concurrencer par le bon marché. Toutes les mesures qui pourraient provoquer encore une augmentation des frais de production porteraient atteinte à la stabilisation de la conjoncture. Partant de ce principe, j'estime que nous devrions, au contraire, hâter aujourd'hui la réalisation des dispositions ayant en vue l'abaissement du prix de revient de la production. Pour la même raison, je considère que, conformément aux déclarations réitérées des milieux économiques polonaises, on ne doit pas retarder la réforme fondamentale de notre système d'assurances sociales qui est trop coûteux pour la vie économique du pays.

Cette année, nous devons constater un important progrès dans l'utilisation des fibres textiles artificielles par l'industrie cotonnière, étant donné qu'elle atteint 8,3% du montant total des matières premières utilisées. Malgré certains défauts techniques de ces fibres par rapport au coton, leur emploi, dans les années prochaines, pourra encore augmenter si le prix actuellement payé, qui dépasse le prix du coton d'env. 80%, subit une réduction. De même, dans l'industrie de la laine on a commencé cette année à adapter une fibre artificielle nommée lanitale, produite par la fabrique „Polana“ qui a été mise en marche au printemps de cette année. Par contre, l'emploi de la kotonine continue à rencontrer de sérieuses difficultés car aucune des fabriques de kotonisation n'a pu arriver jusqu'ici à fournir une fibre répondant aux exigences de l'industrie textile.

Pour terminer mes observations, en raison de la situation actuelle, qui exige un accroissement des efforts de l'Etat et de toute la nation afin de pouvoir, malgré les fluctuations de la situation mondiale, maintenir la conjoncture en Pologne, je dois constater qu'il faut attribuer une portée particulière à la réalisation du mot d'ordre du Vice-Président Kwiatkowski au sujet de la consolidation politique comme condition essentielle d'une solidarité plus étroite de l'Etat et de la nation.

Les milieux économiques de Łódź approuvent entièrement la thèse selon laquelle par la consolidation politique il y a lieu de créer chez nous des conditions plus favorables à l'expansion de l'initiative privée et à la production économique de la Pologne.

L'industrie de la filature de laine peignée en Pologne

Polski przemysł przędzalniczy wełny czesankowej

L'industrie lainière polonaise et tout particulièrement celle de la laine peignée, sans compter en Europe parmi les plus anciennes, date néanmoins d'une soixantaine d'années alors qu'en France, par exemple, l'essor de régions tout à fait spécialisées dans cette branche comme celle de Roubaix-Tourcoing compte plus d'un siècle d'existence.

Nous ne parlons pas, bien entendu, de l'industrie lainière proprement dite dont les débuts en France datent de plusieurs siècles et qui s'éparpillait dans de nombreuses régions, mais seulement de celle qui mettant à profit les progrès du machinisme a marché à pas de géant après 1848 au point de devancer rapidement, en peignage surtout, les anglais qui en avaient été les pionniers.

Le développement de l'industrie lainière française fut non seulement à la base d'un accroissement considérable de la consommation intérieure, mais aussi à celle de l'augmentation de l'exportation des produits fabriqués vers tous les pays du monde et principalement vers l'Europe.

En 1870, l'immense Russie ne possédait pas une seule broche de filature de laine peignée et à part quelques genres de draps grossiers que Moscou fabriquait dans des usines primitives ou chez des artisans, elle était tributaire de la région lodzoise et de l'étranger pour tous les articles de laine dont la fabrication nécessitait un outillage plus perfectionné. De son côté Lodz était tributaire de l'étranger pour les fils de laine peignée qu'elle achetait en France en grande partie.

Cet état de chose dura jusqu'au jour où les statistiques douanières démontrèrent aux gouvernements intéressés combien de revenus ils pourraient retirer en imposant davantage l'importation des filés et de tissus de laine et combien de ce fait ils encourageraient le développement sur leur territoire d'une industrie nouvelle pour eux. C'est à partir du jour où les tarifs douaniers russes furent sensiblement augmentés que naquit en Pologne l'industrie de la filature de laine peignée. Cela se passait vers 1875.

Les Français furent les premiers à comprendre qu'il leur fallait s'expatrier s'ils ne voulaient pas perdre une partie de leurs débouchés. Une des plus grosses filatures existant encore aujourd'hui vint s'installer à Lodz en 1877. Ce fut la première; d'autres firmes françaises et allemandes la suivirent quelques années plus tard et s'installèrent dans d'autres régions à Czenstochowa, à Sosnowiec. Si bien qu'avant la guerre de 1914, sur environ 530.000 broches de laine peignée que comptait la Russie tout entière y compris la Pologne, 460.000 étaient installées en territoire polonais, dont 45% appartenaient à des sociétés françaises.

Polski przemysł wełniany, a w szczególności przemysł wełny czesankowej, choć nie należy do najstarszych w Europie, tym niemniej datuje się od 60-ciu lat, podczas gdy np. we Francji wybitny rozwój wyspecjalizowanych rejonów tej gałęzi przemysłu, jak np. w Roubaix-Tourcoing liczy ponad 100 lat.

Nie mówimy tu oczywiście o przemyśle wełnianym we właściwym znaczeniu, którego początki datują się we Francji od wielu wieków i który rozprzestrzenił się w wielu okręgach, lecz o tym, który wykorzystując rozwój mechanizacji, postępował olbrzymimi krokami tak, że po r. 1848 wyprzedził poważnie, szczególnie w zakresie czesalni — Anglików, będących w tej dziedzinie pionierami.

Do rozwoju francuskiego przemysłu wełnianego przyczynił się nie tylko ogromny wzrost spożycia wewnętrznego, lecz również powiększenie eksportu fabrykatów do wszystkich państw świata, a w głównej mierze do Europy.

W 1870 r. olbrzymia Rosja nie posiadała ani jednego włóczki do wełny czesankowej i z wyjątkiem kilku rodzajów grubego sukna, które fabrykowała Moskwa w prymitywnych warsztatach albo u rękodzielników, Rosja była całkowicie uzależniona od okręgu łódzkiego i zagranicy w dziedzinie wszystkich artykułów wełnianych, których fabrykacja wymagała bardziej udoskonalonych maszyn. Ze swej strony Łódź była uzależniona od zagranicy przy zaopatrywaniu się w wełnę czesankową, którą zakupywała w znacznej części we Francji.

Ten stan rzeczy trwał aż do chwili, gdy statystyki celne wykazały zainteresowanym rządów, ile zysku mogłyby one osiągnąć ze zwiększonego przywozu tkanin wełnianych i jak dalece w ten sposób przyczyniłyby się do rozwoju nowego dla nich przemysłu na ich terytoriach.

Moment powstania wełnianego przemysłu czesankowego w Polsce datuje się od czasu, gdy rosyjskie taryfy celne zostały znacznie podwyższone; miało to miejsce około r. 1875.

Francuzi byli pierwsi, którzy uświadomili sobie, że muszą wyemigrować, aby nie stracić części swych rynków zbytu.

Jedna z największych przędzalni, istniejąca do dzisiejszego dnia, została założona w Łodzi w 1877 r. To była pierwsza. W kilka lat później nastąpiło otwarcie innych firm francuskich i niemieckich, które zainstalowały się w innych okręgach: w Częstochowie i Sosnowcu, wskutek czego przed wojną 1914 r. na blisko 530.000 wrzecion wełnianych czesankowych, które przypadały na całą Rosję łącznie z Polską, 460.000 było zainstalowanych na terytorium Polski, z czego 45% należało do towarzystw francuskich.

Potem przyszyła wojna ze swymi nieszczęściami i konsekwencjami, z których najpoważniejszym

Puis vint la guerre, ses misères et ses conséquences dont la plus grave pour les industriels français fut la destruction systématique de leurs machines par l'envahisseur. Tel gros établissement, par exemple, n'avait plus en 1918 à l'armistice ni chaudières, ni machines à vapeur, ni un seul coussinet de cuivre sur ses machines textiles. Et c'est dans ces conditions là qu'il fallut reprendre l'activité en 1919.

Le but de cet article n'est point de raconter les vicissitudes de vingt années de travail d'après guerre. Il nous suffira de dire qu'il fallut beaucoup de travail, de persévérance et surtout d'optimisme pour les surmonter toutes.

Aujourd'hui, si nous comparons l'activité actuelle de l'ensemble des filateurs de laine peignée établies en Pologne avec celle d'avant guerre de ces mêmes établissements, on peut la chiffrer à environ 70% mais si l'on tient compte que la consommation de filés de laine peignée est en France de plus de 1 kg par tête d'habitant et plus encore en Angleterre alors qu'en Pologne elle ne dépasse pas 300 gr, il n'y a pas lieu de désespérer de voir cette activité progresser chaque année au fur et à mesure de l'enrichissement du pays.

Nous concluons que si seulement les difficultés d'exportation de toute sorte que chaque pays crée à plaisir ou par obligation aussi bien que celles inhérentes aux transferts de devises disparaissaient, il n'est pas douteux que la filature de laine peignée polonaise, dont le matériel est de premier ordre et les cadres parfaits, rejoindrait bien vite les chiffres de son activité d'avant guerre. Contentons nous d'espérer revoir un jour cette ère de tranquillité mais n'y comptons pas trop.

Rola włókiennictwa w polsko-francuskich obrotach handlowych

Le rôle de l'industrie textile dans les échanges commerciaux polono-français

Polsko-francuska wymiana towarowa, jakkolwiek w całokształcie naszych obrotów handlowych z zagranicą stanowi odsetek nieduży, to jednak do 1932 r. wyrażała się w cyfrach dość poważnych. Dopiero od 1932 r. daty wprowadzenia kontyngentów we Francji, zarówno stosunek procentowy, jak i cyfry absolutne zaczęły się poważnie obniżać, redukując tym samym wydatnie wzajemne obroty towarowe.

Wprawdzie rok 1932 był również przełomowym dla handlu zagranicznego Polski, gdyż wskutek pogłębiającego się kryzysu światowego obroty międzynarodowe doznały ogromnego spadku: niemniej nasza wymiana handlowa z Francją, notując wówczas ten spadek obrotów, nie zdołała ich dotychczas zwiększyć mimo, ponownego wzrostu cyfry naszego handlu zagranicznego.

Stosunek przywozu z Francji do importu ogólnego najlepiej zilustruje poniższa tabelka:

dla przemysłowców francuskich było systematyczne niszczenie ich maszyn przez najeźdźców. Tak wielkie zakłady np. nie miały w r. 1918 w chwili zawieszenia broni, ani kotłów, ani maszyn parowych, ani jednej części miedzianej na swych maszynach włókienniczych. I w takich oto warunkach należało podejmować działalność w r. 1919.

Artykuł niniejszy bynajmniej nie ma na celu przedstawiania wszystkich trudności 20-letniej pracy powojennej. Wystarczy zaznaczyć, że trzeba było wiele nakładu pracy, wytrwałości, a przede wszystkim optymizmu, aby przezwyciężyć je wszystkie.

Jeżeli porównamy obecną działalność całokształtu polskiego przemysłu wełny czesankowej ze stanem przedwojennym przedsiębiorstw tej gałęzi to możemy ją określić na około 70%.

Jeżeli weźmie się pod uwagę, że konsumpcja nici wełny czesankowej we Francji przekracza 1 kg na głowę ludności, a w Anglii jeszcze przewyższa tę normę, podczas gdy w Polsce nie osiąga ona 300 gr, nie należy z tego powodu rozpaczać, gdyż rozwój tego przemysłu będzie wzrastał z każdym rokiem w miarę zwiększania się zdolności nabywczej kraju.

Z powyższego wynika, że z chwilą usunięcia trudności wywozowych wszelkiego rodzaju, jakie każdy kraj stworzył czy to z konieczności czy dla przyjemności jak również i tych, które wynikają z reglamentacji dewizowej, nie należy wątpić, że stan polskiego przemysłu wełny czesankowej, posiadającego pierwszorządne urządzenia techniczne, osiągnie wkrótce przedwojenne rozmiary produkcji.

Na razie zadowolnijmy się nadzieją ujrzenia tego okresu spokojnej pracy, ale nie liczymy na to zbyt.

Les échanges de marchandises entre la Pologne et la France, bien que représentant dans l'ensemble un pourcentage très faible, ont atteint cependant jusqu'en 1932 des chiffres assez importants.

A partir de 1932, époque d'introduction des contingents en France, ce pourcentage et ces chiffres commencèrent à diminuer réduisant en même temps de façon marquante les échanges commerciaux réciproques.

Il est vrai que cette année-là fut également critique pour le commerce extérieur polonais, étant donné que, par suite de l'aggravation de la crise mondiale, les échanges internationaux diminuèrent sensiblement.

Nos échanges commerciaux de cette époque avec la France, diminués par suite de cette crise, n'ont pu, jusqu'ici être améliorés malgré le nouvel accroissement du chiffre de notre commerce extérieur.

Le rapport entre l'importation de France et l'importation totale est illustré par le tableau ci-dessous:

	Importation totale en millions de Zl	Importation de France et du Maroc en millions de Zl	Rapport en %
1931	1.468,2	115,1	7,9
1932	861,9	61,1	7,1
1935	860,6	43,1	5,1
1936	1.003,—	45,1	4,5
1937	1.254,2	44,7	3,5
1.VII.1938	876,—	24,6	2,8

Ainsi l'importation de France qui, encore en 1931 représentait 8% de notre importation, en 1932, se classe parmi les plus faibles et, les années suivantes, ne participe pas à l'augmentation de notre importation. Son chiffre se maintient, il est vrai, mais le pourcentage diminue.

Pour traduire la cause de l'arrêt de l'importation de France, il suffit de consulter le tableau de notre exportation dans ce pays qui se présente de la façon suivante:

	Exportation totale en millions de Zl	Exportation en France et au Maroc en millions de Zl	Rapport en %
1931	1.878,6	106,6	5,7
1932	1.083,8	63,6	5,9
1935	925,—	34,8	3,8
1936	1.026,—	45,4	4,6
1937	1.195,5	51,—	4,2
1.VII.1938	746,8	27,—	3,6

On voit donc que l'arrêt de l'importation de France a été la conséquence de la réduction de notre exportation sur ce marché (nous passons, dans notre état, les années 1933/34 étant donné qu'elles n'amenèrent aucune modification de base des relations réciproques ni rien de particulier dans nos calculs).

Le bref aperçu synthétique ci-dessus de notre commerce extérieur, en tenant compte de l'ensemble des échanges de marchandises avec la France, a été donné dans le but de mettre en relief les relations polono-françaises dans le domaine de l'exportation et de l'importation des matières premières et des produits textiles et de montrer leur rôle dans les échanges réciproques de marchandises.

La liste des produits textiles faisant partie des échanges réciproques de marchandises est assez étendue. Par exemple, nous importons de France entr'autres la soie, les filés de soie, les filés peignés, les tissus, le velours, la peluche, la gaze pour les moulins, les mouchoirs, les châles, la laine, les déchets de laine, les fils de coton, le tulle, les dentelles, les broderies, etc. Nous exportons: le lin teillé, les étoupes de lin, les tissus, le velours, la peluche, les vêtements, les chiffons, etc.

L'importation des produits textiles français par rapport à l'importation totale de France se présente comme suit:

	Importation totale de France en Pologne en millions de Zl	Importation de prod. textiles en millions de Zl	Rapport en %
1932	61,1	25,6	41,7
1935	43,1	14,8	34,7
1936	45,1	14,2	31,4
1937	44,7	10,8	23,1
1.VII.1938	24,6	6,6	26,8

Przywóz ogólny w milionach zł

Przywóz z Francji i Maroka w milionach zł

stos. proc.

Rok 1931	1.468,2	115,1	7,9
1932	861,9	61,1	7,1
1935	860,6	43,1	5,1
1936	1.003,—	45,1	4,5
1937	1.254,2	44,7	3,5
1.VII.1938	876,—	24,6	2,8

Jak widzimy, przywóz z Francji, który jeszcze w 1931 roku stanowił ca 8% naszego importu, zaś w 1932 r. „dostosował“ się do zmniejszonych obrotów — w latach następnych nie bierze już żadnego udziału w pochodzie zwykłym naszego importu, utrzymując wprawdzie swój poziom cyfrowy, lecz dopuszczając do redukcji stosunku procentowego. Dla wytlumaczenia sobie przyczyny zahamowania importu z Francji wystarczy przytoczyć tabelę naszego wywozu do tego kraju, która przedstawia się następująco:

Wywóz ogólny w milionach zł

Wywóz do Francji i Maroka w milionach zł

stos. proc.

Rok 1931	1.878,6	106,6	5,7
1932	1.083,8	63,6	5,9
1935	925,—	34,8	3,8
1936	1.026,—	45,4	4,6
1937	1.195,5	51,—	4,2
1.VII.1938	746,8	27,—	3,6

Widzimy więc, iż zahamowanie importu z Francji było spowodowane spadkiem naszego wywozu na ten rynek. (Pomijamy w naszym zestawieniu lata 1933/34, jako nie zmieniające zasadniczo układu wzajemnych stosunków, a tym samym nie wnoszące nic szczególnego do naszych obliczeń).

Powyższy krótki szkic syntetyczny naszego handlu zagranicznego z uwzględnieniem całokształtu wymiany towarowej z Francją, został przez nas przytoczony celem łatwiejszego uwypuklenia stosunków polsko-francuskich w zakresie eksportu i importu surowców i wyrobów włókienniczych i wskazania na ich rolę we wzajemnych obrotach towarowych.

Lista artykułów włókienniczych, uczestniczących we wzajemnej wymianie towarowej, jest dość obszerna. I tak np. przywozimy z Francji między innymi jedwab i przędzę jedwabną, przędzę czesankową, tkaniny, aksamit, plusze, gazę młynarską, chustki, szale, wełnę, odpadki wełniane, nici bawełniane, tiul, koronki, hafty i t. d., wywozimy zaś: len trzepany, pakuły lniane, tkaniny, aksamit, plusze, odzież, szmaty i t. d.

Import francuskich artykułów włókienniczych w stosunku do ogólnego przywozu z Francji przedstawia się następująco:

Przywóz ogólny z Francji do Polski w milionach zł

Przywóz artyk. włókienn. w milionach zł

stos. proc.

Rok 1932	61,1	25,6	41,7
1935	43,1	14,8	34,7
1936	45,1	14,2	31,4
1937	44,7	10,8	23,1
1.VII.1938	24,6	6,6	26,8

O ile import artykułów włókienniczych z Francji wyraża się w kwotach naogół nienajniższych,

to eksport tych artykułów opiewa natomiast na sumy minimalne.

	Wywóz ogólny z Polski do Francji w milionach zł	Wywóz artykułów włókienniczych w milionach zł	stos. proc.
Rok 1932	63,6	4,3	5,5
1935	34,8	3,5	10,—
1936	45,4	5,7	12,3
1937	51,—	6,7	13,1
1.VII.1938	27,—	1,8	6,6

Jak widzimy, procentowo i sumarycznie więcej artykułów włókienniczych z Francji przywozimy niż wywozimy. Podkreślić jednak należy, iż zarówno po stronie przywozu, jak i wywozu dominują surowce, a mianowicie: na import z Francji składa się przeważnie surowa wełna, zaś na eksport-ten.

Ta jednokierunkowość wymiany towarowej przy tak obszernej liście posiadających możliwość uplasowania się na obydwu rynkach towarów włókienniczych, jest zjawiskiem wysoce niepomyślnym, gdyż w konsekwencji doprowadza do rozluźnienia więzów handlowych.

O słuszności tej tezy przekonywa nas poniższa tabela:

	Ogólny przywóz surowców, art. włókienniczych do Polski w milionach zł	w tym z Francji w milionach zł	stos. proc.
Rok 1932	214,—	25,6	11,9
1935	253,3	14,8	5,8
1936	312,5	14,2	4,5
1937	348,—	10,8	3,1
1.VII.1938	206,1	6,6	3,2

Jak widzimy import surowców i wyrobów włókienniczych z Francji, który jeszcze w roku 1932 stanowił ca 12% naszego przywozu włókienniczego, w latach ostatnich spadł do 3% nie zdradzając narazie tendencji do powrotu do dawnych norm.

W chwili obecnej Polska, jako kraj ubogi w kapitały nie może sobie pozwolić na ujemny bilans handlowy z Francją, wskutek czego zrozumiałe są restrykcje ze strony naszych czynników miarodajnych w stosunku do importu. Natomiast niewątpliwie możnaby było zwiększyć import surowców i wyrobów włókienniczych z Francji, gdyby na rynku tym zaistniały możliwości uplasowania naszych artykułów przemysłowych, a szczególnie odzieży.

Niestety, dotychczasowe posunięcia francuskiej polityki gospodarczej idą w kierunku raczej przeciwnym. Po kilku latach względnie pomyślnych możliwości eksportowych, nastąpił okres kontyngentowania przywozu, co poważnie utrudnia i komplikuje eksport odzieży.

Ponadto, niektóre stawki celne zostały tak wydatnie podwyższone, że eksport danego artykułu wogóle nie może być brany w rachubę.

Do powyższych trudności dołączył się w dodatku ostatnio dalszy spadek waluty francuskiej, który uniemożliwia eksport innych artykułów włókienniczych, jak tkaniny sztuczno-jedwabne i t.d.

Spadek eksportu do Francji i Marokka najlepiej zilustruje poniższa tabela:

Si l'importation des produits textiles de France ne s'exprime pas, en général, par les montants les moins importants, l'exportation de ces articles se chiffre, par contre, par des sommes minimes.

	Exportation totale de Pologne en France en millions de Zł	Exportation de prod. textiles en millions de Zł	Rapport en %
1932	63,6	4,3	5,5
1935	34,8	3,5	10,—
1936	45,4	5,7	12,3
1937	51,—	6,7	13,1
1.VII.1938	27,—	1,8	6,6

Donc, en pourcentage et en valeur, nous importons plus de produits textiles de France que nous en exportons. Il y a lieu de souligner cependant qu'aussi bien du côté des importations que de celui des exportations les matières premières dominent, à savoir que l'importation de France se compose principalement de laine brute et l'exportation de lin.

Cette limitation des échanges en regard d'un si grand nombre de produits textiles ayant des possibilités de placement sur les deux marchés est un fait très défavorable dont la conséquence est le relâchement des liens commerciaux.

La raison de cette thèse nous est démontrée par le tableau ci-dessous:

	Importation totale des matières premières et prod. textiles en Pologne en millions de Zł	Importation de France de mat. prem. et prod. textiles en millions de Zł	Rapport en %
1932	214,—	25,6	11,9
1935	253,3	14,8	5,8
1936	312,5	14,2	4,5
1937	348,—	10,8	3,1
1.VII.1938	206,1	6,6	3,2

Donc, l'importation des matières premières et produits textiles de France qui, en 1932, comprenait env. 12% de notre importation textile, est tombée ces années dernières à 3%, sans donner le signe pour le moment d'une tendance au retour des anciens chiffres.

Actuellement, la Pologne, pays où les capitaux sont restreints ne peut pas se permettre d'avoir une balance commerciale passive avec la France, ce qui justifie les restrictions établies par les Autorités compétentes par rapport à l'importation. Par contre, on pourrait incontestablement augmenter l'importation des matières premières et produits textiles de France étant donné que, sur ce marché, il existe la possibilité de placement de nos articles industriels et particulièrement des vêtements.

Malheureusement la politique économique française a jusqu'ici été dirigée de façon plutôt opposée. Après quelques années de possibilités d'exportation relativement favorables est survenue une période de contingentement des importations ce qui entrave et complique sérieusement l'exportation des vêtements.

En outre, certains taux de douane sur la confection ont été tellement augmentés que l'exportation des articles correspondants ne peut être envisagée.

A ces difficultés s'est ajoutée en outre dernièrement une nouvelle baisse du change français qui rend impossible l'exportation des autres articles textiles comme les tissus en soie artificielle, etc.

Le tableau ci-dessous illustre le mieux la baisse de l'exportation en France et au Maroc.

	Ogólny eksport wyr. włókien. z Polski w milionach zł	Eksport do Francji i Marokka w milionach zł	stos. proc.		Exportation totale des produits textiles de Pologne en millions de Zl	Exportation en France et au Maroc en millions de Zl	Rapport en %
Rok 1932	56,—	4,3	7,6	1932	56,—	4,3	7,6
1935	61,6	3,5	5,6	1935	61,6	3,5	5,6
1936	71,7	5,7	7,9	1936	71,7	5,7	7,9
1937	89,—	6,7	7,4	1937	89,—	6,7	7,4
1.VII.1938	39,7	1,8	4,5	1.VII.1938	39,7	1,8	4,5

Z powyższej tabeli okazuje się, iż eksport, już nie tylko wyrobów ale i surowców włókienniczych z Polski do Francji za pierwsze półrocze r. b. spadł o ca 40%. Jest to objaw niepomyślny zarówno dla Polski, jak i dla Francji, która celem umożliwienia rozwoju wzajemnych stosunków handlowych winna zwiększyć kontyngenty na naszą konfekcję.

Ce tableau montre que l'exportation de Pologne en France, non seulement des produits mais aussi des matières premières textiles pendant le premier semestre de l'année courante a baissé d'env. 40%. C'est un indice défavorable, aussi bien pour la Pologne que pour la France. Si la France veut développer ses relations commerciales avec la Pologne elle doit augmenter les contingents polonais pour l'importation de la confection.

J. W.

Exportation de la confection polonaise en France

Wywóz polskiej odzieży do Francji

L'exportation des vêtements polonais en France date de 1928. Les chiffres d'affaires les plus élevés ont été atteints pendant les périodes jusqu'à 1932 alors que l'accès au marché français n'était pas encore limité par le contingent sur la confection.

En 1932, les autorités françaises ont établi les restrictions d'importation qui réduisirent l'importation des vêtements polonais à un chiffre très faible par rapport aux possibilités d'importation de cet article à cette époque.

En Novembre 1933, on organisa en Pologne le Syndicat d'Exportation des Vêtements, SEO, Société à responsabilité limitée qui, pour l'année 1934, disposa d'un contingent très limité se montant à 41.000 kg.

En présence des possibilités d'exportation rendues si difficiles le Syndicat prit la résolution d'augmenter la valeur des vêtements exportés. Dans un espace de temps très court il y réussit de façon importante, la valeur d'un kg de vêtements ayant été augmentée jusqu'à env. 7 zł, c'est à dire presque du double.

En 1936, le Syndicat fit des démarches dans le but d'augmenter le contingent annuel jusque 200.000 kg, quantité qui, à cette époque, pouvait être facilement absorbée par le marché français. Cependant, ce desideratum exprimé par le côté polonais se heurta à une forte réaction de la part des Unions Françaises des Producteurs de Confection de Tissus et même de Filés de Coton et il en résulta de longs pourparlers. La Pologne obtint un contingent supplémentaire de seulement 20.000 kg par an ce qui porta le contingent total à 61.000 kg.

Les contingents accordés trimestriellement furent utilisés entièrement par le Syndicat jusqu'au dernier trimestre de 1937, malgré les deux pre-

mières chutes du franc qui furent défavorables pour le calcul des prix en zł et qui obligèrent les fabricants polonais à de lourds sacrifices.

L'affaiblissement de la conjoncture qui en découla s'aggrava encore en Septembre 1937 quand fut établi en France le nouveau tarif douanier. L'ancien tarif comportait pour la confection une taxe de 15% ad valorem, le nouveau tarif est différencié et prévoit un grand écart de taux car il se compose:

A. du droit de douane sur le tissu dont le montant dépend:

- 1) de sa composition
- 2) du nombre de fils en chaîne et trame aux 5 mm²
- 3) du poids au mq
- 4) du nombre de ratières.

B. d'un supplément de 20% du droit de douane sur le tissu.

Donc, pour établir le taux de la douane, il y a lieu de procéder à une analyse minutieuse du tissu et ensuite de chercher son équivalent dans le tarif douanier dont la partie concernant les tissus comprend 75 pages de texte.

En général, dans le nouveau tarif, les taux pour la confection polonaise ont été sensiblement augmentés, atteignant dans certains cas 200—300%. Dans la collection SEO il ne s'est trouvé aucun article répondant à la position de douane la moins élevée. A la suite de longs essais, le Syndicat fut en état d'exporter sur le marché français des articles de confection tombant sous le taux de douane le plus avantageux en donnant ainsi la possibilité d'utiliser entièrement le contingent accordé à la Pologne. Malheureusement, la dernière chute du franc a détruit ces prévisions et supprimé complètement l'exportation d'une nouvelle qua-

lité en causant un entassement des stocks dans les magasins douaniers français.

Il s'en suit que vu le cours actuel du franc et le tarif douanier en vigueur, il n'y a pas lieu d'espérer qu'il soit possible de vendre de la confection polonaise sur le marché français, depuis si longtemps et si systématiquement préparé et acquis pour l'exportation polonaise aux prix de longs et grands efforts et de sacrifices.

Au sujet des possessions françaises d'outre-

mer, en ce qui concerne la Tunisie et l'Algérie, nous pouvons seulement confirmer les observations ci-dessus étant donné que pour ces pays le même tarif douanier est en vigueur. Au Maroc, avec lequel nous avons fait de gros chiffres pour l'exportation de notre confection, les affaires, après la dévalorisation du franc, ont cessé complètement.

Dans les autres possessions françaises, nos articles n'ont jamais trouvé de sérieux placement.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES ODZNACZENIA

Le Président de la République par décret rendu sur la proposition du Général Roman Górecki a conféré les distinctions suivantes:

à Mr. Jules Caboche, membre de la Chambre de Commerce Polono-Française — la croix d'Officier Odrodzenia Polski (Polonia Restituta),

à Mr. Paul Simon, Président du Comité de Rédaction de la Revue Polska-Francja — la croix de Chevalier Odrodzenia Polski,

à Mr. Albert Falquet, membre du Conseil de la Chambre de Commerce Polono-Française — la croix de Chevalier Odrodzenia Polski.

Communiqués de Mr. l'Attaché Commercial près l'Ambassade de France en Pologne

Komunikaty Radcy Handlowego przy Ambasadzie Francuskiej w Polsce

a. Salon Agricole Français à Varsovie

Le 10 Novembre 1938, sauf imprévu, s'ouvrira pour cinq jours dans la Salle de l'Union des Chambres et Associations Agricoles, Kopernika 30, un Salon organisé par M. O. Depret-Bixio, Attaché Commercial de France, avec le concours de la Chambre Agricole Franco-Polonaise et des négociants spécialisés de Varsovie, et où seront exposés les principaux produits du sol français et des possessions méditerranéennes.

Les visiteurs de ce Salon trouveront dans les stands des vins, des champagnes et des cognacs et autres eaux-de-vie, ainsi que des rhums des Antilles. Il y aura également une exposition de fruits de la Métropole (raisin, noix et noisettes) et de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la Syrie (oranges, mandarines, citrons, grape-fruits et dattes).

Seront exposées également les huiles d'olive de Nice et de la Tunisie; l'industrie française de la conserve sera aussi représentée.

Un stand spécial groupera tous les fromages.

Les fleuristes trouveront les plus belles fleurs de la Côte d'Azur et les horticulteurs amateurs et professionnels, ainsi que les agriculteurs, pourront faire leur choix parmi les graines et semences des meilleures maisons françaises.

a. Wystawa Rolnictwa francuskiego w Warszawie

O ile nie zajdą nieprzewidziane okoliczności, około 10-go listopada 1938 r. zostanie otwarta na okres 5-ciu dni Francuska Wystawa-Salon, Rolnictwa Francji zorganizowana przy udziale Radcy Handlowego p. Depret-Bixio, Izby Rolniczej Polsko-Francuskiej i warszawskich kupców specjalistów. Wystawa odbędzie się w sali Związku Izb i Organizacji Rolniczych, Kopernika 30.

Eksponaty będą obejmowały główne produkty rolnictwa francuskiego i śródziemnomorskich posiadłości Francji.

Zwiedzający Wystawę znajdą stoiska z szampańskimi winami, z koniakami i różnorodnymi wódkami oraz z rumem z Antylli. Wystawione będą również owoce pochodzące z metropolii (winogrona, orzechy włoskie, orzechy laskowe) oraz owoce z Algeru, Maroka, Tunisu i Syrii (pomarańcze, cytryny, grape-fruit i daktyle).

Wystawione będą oliwy nicejskie i z oliwek Tunisu oraz reprezentowany będzie francuski przemysł konserwowy.

Specjalne stoisko zgrupuje wszystkie sery.

Kwiaciarze znajdą najpiękniejsze kwiaty Wybrzeża Lazurowego, a ogrodnicy zarówno amatorzy jak i zawodowi oraz rolnicy będą mieli ogromny wybór nasion z najlepszych firm francuskich.

b. Offres de représentation

Reçues de maisons françaises fabriquant les produits ci-après:

Chauffes eau électriques:

Feutres & tissus industriels

Matériel de cuisine

Vins de champagne (Maison universellement connue cherche représentant pour la Pologne).

Vins et liqueurs

Pierres à briquet

Fromages de Roquefort

Produits de parfumerie (teinture, desodorisant, etc.).

Pour tous renseignements concernant ces demandes s'adresser à M. l'Attaché Commercial près l'Ambassade de France.

b. Przedstawicielstwa do objęcia

Zapotrzebowania przedstawicieli na Polskę, złożone przez firmy francuskie, wyrabiające następujące artykuły:

Elektryczne grzejniki do wody,

Filce i tkaniny przemysłowe,

Urządzenia kuchenne,

Wina Szampańskie. (Ogólnie znana firma poszukuje reprezentanta na Polskę),

Wina i likiery,

Kamyczki do zapalniczek,

Sery Roquefort,

Wyroby perfumeryjne (farby do włosów i t. p.).

Bliższych szczegółów, dotyczących tych ofert, udziela Biuro Rady Handlowego przy Ambasadzie Francuskiej w Polsce.

Chronique économique

Partie française

Commerce extérieur polonais

Préférence accordée aux maisons d'exportation pour les permis d'importation

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, dans le but de donner une compensation aux maisons s'occupant des exportations qui contribuent à l'activité de notre balance commerciale et qui bien souvent supportent des charges importantes, a décidé de donner la préférence à ces maisons au moment de la délivrance des permis d'importation. Dernièrement, un certain nombre d'exportateurs a obtenu, par suite de cette décision, des permis d'importation pour des quantités sensiblement plus importantes de marchandises que les maisons s'occupant exclusivement des importations.

Législation commerciale

Concessions pour certaines entreprises

L'ordonnance du Ministère de l'Intérieur du 30.VII.1938 (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 57/1938 pos. 450) publie les dispositions relatives à la mise en application de la loi du 18.II.1938 sur les entreprises dont la création exige une confiance particulière. (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 12/1938).

Produits cosmétiques

L'ordonnance du Ministre de la Protection Sociale du 13.VII.1938 (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 49/1938) a modifié l'ordonnance du même Ministre du 25.VI.1934 sur le contrôle de la production et de la circulation des produits cosmétiques (Journ. de Lois de la Rép. de Pologne No 62/1934 pos. 523) dans ce sens que les produits cosmétiques qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'ordonnance de 1934 et qui sont en

circulation à l'heure actuelle ne peuvent y demeurer que jusqu' au 18 Juin 1939 à l'exception des produits qui seront reconnus par les Autorités comme nuisibles à la santé, et, comme tels, retirés immédiatement de la circulation.

Régularité des livres comptables

Le Trib. Admin. par sa sentence du 21.II.1938 (L. Rej. 1187/38) a décidé que:

1) L'Autorité saisie du recours du contribuable a incontestablement le droit d'estimer d'elle-même la régularité des livres comptables et de baser leur disqualification sur des motifs différents, en totalité ou en partie, des motifs qui ont guidé les Autorités qui ont fixé l'imposition, seulement à condition que cela puisse permettre au contribuable de se défendre au point de vue de ces nouveaux motifs.

2) L'ouverture de livres après la mise en activité d'une entreprise exige l'établissement à cette date du bilan d'ouverture.

3) L'inscription sur les livres des transactions faites après la mise en activité de l'entreprise et avant l'ouverture des livres sous une même date, le jour de l'ouverture de ces livres, enfreint les bases d'une comptabilité commerciale régulière.

Produits de première nécessité

L'ordonnance du Ministre de l'Agriculture du 18.VIII.1938 en accord avec le Ministre de l'Industrie et du Commerce a publié certaines dispositions relatives aux prix des produits de première nécessité, à la possession de factures dans le commerce en gros et demi-gros et à l'obligation de présenter ces factures sur demande des Autorités. (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 60 du 18.VIII.1938).

Législation douanière

Diminution des droits de douane sur les fruits frais

En vertu du décret du Ministre des Finances du 30.VI.1938 (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 45/1938) les droits de douane appliqués à la suite de permis accordés par ce Ministre ont été réduits comme suit: pos. 236, p. 1 du tarif douanier, jus de raisin sans sucre, pour la période du 1.VII.1938 au 30.VI.1939 à 52 zł les 100 kg (douane normale 400 zł).

Au moment de l'expédition de la marchandise ci-dessus sur la base de permis accordés par le Ministre des Finances, les importateurs sont dispensés de présenter les permis d'importation délivrés par le Ministre de l'Industrie et du Commerce. (Décret du Conseil des Ministres du 5.V. 1936, § 2 d. Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 36/1936 pos. 280).

Listes des médicaments

En vertu du § 24 de l'alinéa III p. 1 de la loi sur les droits de douane, les médicaments dont les transactions sont autorisées à condition qu'ils soient portés sur des listes spéciales établies par le Ministre des Finances peuvent être importés de l'étranger en vertu d'un certificat de la voïevodie. Par contre, les médicaments qui ne figurent pas sur ces listes peuvent être importés seulement en vertu de permis pour chaque envoi délivré par le Ministre des Finances ainsi que de certificat de la voïevodie.

A la place des quelques dizaines de listes qui existaient jusqu'à présent, le Ministre des Finances, dans sa circulaire du 22.VI.1938 (C 149 LD IV 8734/2/38) a établi une nouvelle liste des médicaments pouvant être importés sur la base de certificats de la voïevodie. Cette liste comprend, par ordre alphabétique, 750 médicaments.

Récépissés d'exportation

Le Ministère des Finances, par sa circulaire du 16.VII.1938 9C. 157 L.D. IV 25173/3/37 a confirmé qu'il a eu connaissance que les offices de douane qui délivrent les récépissés d'exportation à titre d'exportation avec ristourne de douane des marchandises désignées dans le § 1 du décret du Ministre des Finances du 25.X.1934 au sujet de la ristourne de douane à l'exportation de certaines marchandises (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 96/1934 pos. 883) fixent le délai de validité de ces récépissés à un mois. Dans cette circulaire, le Ministère des Finances spécifie aux offices de douane que les récépissés d'exportation valables un mois concernent seulement l'exportation de l'orge et que, par contre, pour toutes les autres marchandises exportées avec ristourne de douane, ils doivent délivrer des récépissés valables un an.

Réduction des droits de douane

L'ordonnance du Ministre des Finances du 22.VIII.1938 introduit certaines modifications sur les états des marchandises importées soumises à la réduction des droits de douane ou bénéficiant de l'exonération de ces droits en vertu de l'ordonnance du 26.IV.1938. (Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 30/1938 pos. 271).

Législation fiscale

Société étrangère par actions autorisée à exercer son activité sur le territoire de la République de Pologne - intérêts décomptés au profit de la centrale par le siège polonais

Le fait que l'entreprise fonctionnant en Pologne d'une société étrangère par actions constitue une unité fiscale distincte, n'empêche pas de considérer les intérêts décomptés par cette entreprise au profit de la centrale comme étant des intérêts du capital du contribuable (Art. 8 § 4 de la loi sur l'impôt sur le revenu pos. 411/25 du Journal des Lois).

(Décision du Tribunal Administratif Suprême du 3 Mai 1935 No du reg. 1511/33 et 1512/33 dans l'affaire de la Société des Forges et Acieries de Huta Bankowa à Dąbrowa contre le Ministère des Finances au sujet de la taxation de l'impôt sur le revenu pour les années 1930 et 1931).

Législation sociale

Droit au congé

1) Le travailleur intellectuel a droit à un mois de congé après une année de travail continu dans une entreprise, une maison de commerce ou des bureaux sans égard au contrat de travail, qu'il soit conclu pour une période indéterminée, pour une période déterminée ou pour l'accomplissement d'un certain travail.

2) Le droit au congé du travailleur intellectuel part du début de l'année du calendrier indépendamment de la période séparant chaque congé du précédent.

La deuxième thèse établit donc que le travailleur intellectuel peut prendre son congé même pendant deux mois consécutifs si chacun de ces mois fait partie d'une année différente (Décembre-Janvier).

Réglementation des transferts

Couverture des frais de déplacement par des valeurs d'exportation

La Commission des Devises a précisé que, conformément aux dispositions de l'al. I A, p. 4 de la circulaire de la Commission des Devises No 6 du 11.VIII.1936, la couverture des frais de voyage et appointements des employés délégués à l'étranger, de la façon prévue à cette circulaire, ne peut avoir lieu que si le but du déplacement de ces employés à l'étranger est la réception, au point de vue technique, de la marchandise exportée.

Les dispositions de cette circulaire ne comprennent pas les cas où le but du voyage à l'étranger n'est pas la réception technique de la marchandise exportée mais le règlement d'autres affaires malgré qu'elles soient liées avec l'exportation, comme par exemple: la mise au point des conditions de livraison, la signature du contrat, etc.

Mouvement des fonds

La circulaire No 13 (2-ème édition) précise le règlement relatif au mouvement des fonds avec l'étranger concernant les représentations diploma-

tiques étrangères consulaires, les missions étrangères spéciales et leur personnel.

La circulaire No 35 (4-ème édition) précise le règlement relatif au mouvement des fonds avec l'Allemagne (dispositions modifiées par la décision de la Commission des Devises du 24.VIII.1938).

Accord de paiement

Le Journ. des Lois de la Rép. de Pol. No 70 du 23.IX.1938 publie la ratification de l'accord de paiement conclu entre la Pologne et la France le 29.XII.1937.

Législation industrielle

Abaissement du prix des filés de coton en Pologne

L'Association des Filateurs de Coton, tenant compte des recommandations du Gouvernement, a fait savoir à ses membres que les prix des fi-

lés de coton devaient être abaissés dans la proportion de 8%. Le projet initial prévoyait une réduction de 10%.

Protection de l'électrification

Le décret du Conseil des Ministres du 3.IX. 1938 a prolongé pour une période de 5 ans les délais pour les demandes de dégrèvement prévues dans le décret du Président de la République du 27.X.1933 sur la protection de l'électrification.

Finances publiques

Emprunts d'Etat

Deux lois du 14.VII. 1938 publiées dans le Journ. des Lois de la Rép. de Pologne No 52/1938 (pos. 402 et 403) précisent les conditions de la conversion de l'emprunt d'Etat 6% de 1920 émis en dollars et de l'emprunt d'Etat dit de stabilisation de 7% émis en 1927 en dollars des Etats Unis d'Amérique.

Kronika gospodarcza

Część polska

Handel zagraniczny Francji

Kontyngenty przyznane Polsce na przywóz do Francji w IV kw. 1938 r.

Pozycja francuskiej taryfy celnej	Nazwa towaru
9 — 10	barany żywe
14 ter	drób żywy
Ex 16 A	mięso baranie świeże
17 ter	wędliny
18	drób bity
34 A	jaja
Ex 45	szczupaki, karpie, liny, węgorze
Ex 45	łososie
Ex 47	konserwy rybne
70	jęczmień browarniany
Ex 80	fasola, groch
93 bis	wyroby cukiernicze
166 i 166 bis	makuchy z nasion oleistych
Ex 224	cynk surowy pył cynkowy cynk walcowany
325	klej kostny
440—441—447	tkaniny wełniane
Ex 460 E	ubrania z tkanin z wyłączeniem jedwabnych, męskie ubrania z tkanin z wyłączeniem jedwabnych, damskie
515	gręple
Ex 516	maszyny włókiennicze przygotowawcze
517	krosna automatyczne
517 bis	samoprążnice wózkowe krosna tkackie
Ex 522	maszyny rolnicze i inne
524 A, B	motory elektryczne
Ex 537	pilaiki
Ex 590	meble gięte

Pozycja francuskiej taryfy celnej

Pozycja francuskiej taryfy celnej	Nazwa towaru
591 bis	siedzenia i ich części
592 bis	meble inne oprócz siedzeń
603 quater	forniry i dykty
Ex 604	płyty gramofonowe w języku polskim
627	stożki kapeluszowe filcowe
645 bis	zamknięcia błyskawiczne

II-gie półrocze 1938 roku

128, 128 bis, 133	drzewo zwykłe, okorowane i tarte
-------------------	----------------------------------

Zakaz wywozu niektórych towarów

Dekretem z dnia 10.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 217 z dn. 16.IX.1938 r.) wprowadzony został tymczasowy zakaz wywozu z Francji i Algeru, niżej wymienionych surowców, mających znaczenie dla obrony narodowej: skóry surowe (poz. t. c. franc. Nr 21), wełna (23), jedwab (ex 27), bawełna i jej odpadki (147 i 147 bis), len (142), konopie (142 bis), juta (143), włókna roślinne (144 i ex 145), szmaty (167), łom żelazny (219), jedwab surowy (ex 380), skóry wyprawione (476). Dalszymi trzema dekrétami z dnia 25.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 225 z dn. 25.IX.1938 r.) zabroniony został tymczasowo wywóz miedzi, niklu, cyny, termometrów lekarskich, odpadków skóry i wielu innych towarów.

Pewne odchylenia od powyższych zakazów wywozu, mogą być udzielane przez Ministerstwo Skarbu, na wniosek Ministerstwa Obrony Narodowej i Ministerstwa Handlu. Zostały one już wprowadzone zarządzeniami ogłoszonymi w D. U. R. Fr. Nr 223 z dn. 23.IX.1938 r. i Nr 232 z dn. 4.X.

1938 r. oraz odnośnie wywozu do Maroka i Tunisu zarządzeniem ogłoszonym w D. U. R. Fr. Nr 231 z dnia 2.X.1938 r.

Dekretem z dn. 22.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 223 z dn. 23.IX.1938 r.) został również wprowadzony tymczasowy zakaz wywozu z Francji i Algeru: koni, klaczy, źrebiąt, mułów, osłów rozplodników i oslic, wielbłądów — i wszelkich zwierząt używanych do celów transportowych, dekretem zaś z dnia 26.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 228 z 29.IX.1938 r.) wywóz przędzy lnianej oraz dekretem z dnia 6.X.1938 r. wywóz żużli, zawierających fosfor (D. U. R. Fr. Nr 235 z dnia 7.X.1938 r.). Dekrety te przewidują przyznanie pewnych odchyłek od powyższych zakazów wywozu, które mogą być wprowadzone drogą zarządzeń zainteresowanych Ministerstw.

Rozszerzenie zasad kontyngentowania

Zarządzeniem z dn. 30 IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 214 z dn. 13.IX.1938 r.) zreklamowano przywóz do Francji kauczuku zwulkanizowanego (poz. t. c. fr. Nr 620 B). Odnośny kontyngent ustalony został w wysokości 164.983.250 kg dla nici z kauczuku wulkanizowanego niczym nie pokrytych — i na 7.560.250 kg dla tychże nici częściowo lub całkowicie pokrytych.

Dekretem z dn. 1.IX.1938 r. wprowadzono ponownie zasady kontyngentowania na przywóz surowego jodu (poz. t. c. fr. Nr 055, D. U. R. Fr. Nr 206 z dn. 3.IX.1938 r.).

Dekretem z dnia 30.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 231 z dnia 2.X.1938 r.) wprowadzono system kontyngentowania dla towarów przywożonych z zagranicy z 52 pozycji tar. celnej franc. oraz wyznaczono kontyngenty przywozowe dla niektórych z tych towarów na IV-ty kwartał 1938 r. Na tej liście znajdują się między innymi barany, owce, jagnięta, trzoda chlewna, króliki i drób żywy, mięso świeże i mrożone, jaja, miód, zboża i t. d.

Wprowadzono również jako zarządzenie wyjątkowe i na czas przejściowy kontyngentowanie zagranicznych barwników pochodnych ze smoły pogazowej (poz. t. c. fr. Nr 294 A, B, C; D. U. R. Fr. Nr 224 z dn. 24.IX.1938 r.).

Obowiązkowe oznaczanie kraju pochodzenia.

Dekretem z dn. 31.VIII.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 205 z dn. 2.IX.1938 r.) rozszerzony został obowiązek oznaczania kraju pochodzenia na pewne niżej wymienione towary zagraniczne, przy przywozie ich do Francji: grzejniki elektryczne do użytku domowego, żelazka do prasowania, wskazówki kierunkowe oraz automatyczne wycieraczki do szyb przy samochodach.

Zniesienie zakazu przywozu

Na okres od 15.X.1938 r. do 15.III.1939 r. zniesiono zakaz przywozu i tranzytu świeżych warzyw z Holandji (D. U. R. Fr. Nr 230 z dnia 1.X.1938 r.).

Nowe kontyngenty

a) Ziemiaki.

W D. U. R. Fr. Nr 163 z dn. 13.VII.1938 r. został ogłoszony kontyngent dla przywozu kartofli świeżych do Francji. Globalny kontyngent wynosi

800.000 q na okres roczny od 1 lipca 1938 r. do 30 czerwca 1939 r. i nie obejmuje ziemniaków przeznaczonych dla fabryk mączki ziemniaczanej i przywożonych na podstawie zezwoleń Ministerstwa Rolnictwa we Francji stosownie do dekretu z dn. 10.XII.1937 r. Z wymienionego wyżej kontyngentu Polsce zostało przyznane 120.000 q, przy czym kontyngent polski nie obejmuje następujących odmian, dostarczanych dla krochmalni: Wohltmann, Robinia, Centifolia, Parnassia, Sickingen. Powyższe odmiany, po uzyskaniu zaświadczenia z Izby Rolniczej Polsko-Francuskiej, korzystają z cła ulgowego w wysokości 15,40 fr. fr. od 100 kg.

Zarządzeniem ogłoszonym w D. U. R. Fr. Nr 223 z dn. 23.IX.1938 r., przyznano nabywcom sadzoniaków francuskich prawo do otrzymania pozwoleń przywozu sadzoniaków zagranicznych w stosunku 1 q sadzoniaków zagranicznych na 1 q sadzoniaków francuskich.

Wywóz kartofli i ziemniaków-sadzoniaków z Polski do Francji (poz. t. c. fr. Nr 83—poz. stat. polskiej 36 (00), przedstawiał się w ostatnich latach, jak następuje:

	według statystyki polskiej		w/g stat. francuskiej
1934	134.535 q	875.000.— zł	136.362 q
1935	73.751 q	538.000.— zł	75.475 q
1936	108.438 q	951.000.— zł	125.135 q
1937	149.756 q	1.487.000.— zł	177.874 q
1938	I —	—	
"	II 1.041 q	7.000.— zł	
"	III 95.358 q	802.000.— zł	za okres I-VI
"	IV 21.374 q	182.000.— zł	1938 r.
"	V 601 q	4.000.— zł	
"	VI —	—	
"	VII —	—	143.962 q

b) Węgiel.

Zarządzeniem z dnia 21.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 221) począwszy od 1.X.1938 r. zmniejszone zostają kontyngenty na przywóz węgla z zagranicy. Kontyngenty normalne są ustalone w wysokości 65% przywozu 1936 r.

c) Spirytus.

Kontyngent na przywóz spirytusu t. zw. białego został ustalony na 1938 r. na 12.000 ton (D. U. R. Fr. Nr 230 z dn. 1.X.1938 r.).

d) Len.

Dekretem z dn. 8.IX.1938 r. ogłoszony został kontyngent na bezcłowy przywóz zagranicznego nasienia lnu w wysokości 95.000 q na okres od 1.IX.1938 r. do 31.VIII.1939 r. (D. U. R. Fr. Nr 224 z dn. 24.IX.1938 r.). Kontyngent na przywóz włókna lnianego z zagranicy ustalony został na 45.000 t na okres roczny od 1.VIII.1938 r. do 31.VII.1939 r. (D. U. R. Fr. Nr 232 z dn. 4.X. 1938 r.).

e) Różne towary.

D. U. R. Fr. Nr 230 z dn. 1.X.1938 r. ogłasza dekret z dnia 26.IX.1938 r., wprowadzający tymczasowo reglamentację przywożonego z zagranicy drzewa do wyrobu skrzypiec z poz. t. c. fr. 605 p. 24.

Tenże Dziennik Urzędowy ogłasza kontyngenty zarówno autonomiczne jak i umowne na IV kwartał 1938 r., a wśród nich specjalne kontyn-

genty dla Polski na przywóz: konserw rybnych z poz. Ex. 47—75 q, (taki kontyngent również i na I kw. 1939 r.), kleju kostnego z poz. 325—56 q, konfekcji męskiej z poz. 460 E—10255 kg, konfekcji damskiej z poz. 460 F—2061 kg, mebli giętych z poz. 590—60 q.

Zmiany ustawodawstwa celnego we Francji

Zwrot cła od towarów polskich

Zarządzeniem z dn. 20.IX.1938 r. przywóz w ciągu 3-go kwartału 1938 r. mięsa baraniego świeżego i mrożonego z Polski do Francji (poz. t. c. fr. 16 A) w granicach kontyngentu 2.000 q przyznanego na tenże 3-ci kwartał — upoważnia do wypłaty na korzyść Rządu Polskiego różnicy cła w/g taryfy minimalnej, przewidzianej przez wymianę listów między Polską a Francją z dn. 4.XI.1937 r. i wprowadzonej tymczasowo w życie dekretem z dn. 10.XII.1937 r. Przywóz tych artykułów będzie mógł odbywać się wyłącznie na podstawie specjalnych upoważnień wydawanych przez Ministerstwo Rolnictwa we Francji i wizowanych przez Izbę Rolniczą Francusko-Polską w Paryżu.

Przypominamy, że cło w/g taryfy minimalnej wynosi na mięso baranie (poz. ex 16 A) 138.40 fr. fr. (D. U. R. Fr. Nr 223 z dn. 23.IX.1938 r.).

Podwyższenie cel

Dekretem z dnia 14.IX.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 220 z dn. 20.IX.1938 r.), podwyższone zostały cła na przywóz do Francji pochodnych produktów z destylacji węgla kamiennego z poz. t. c. fr. Nr 0180 H do 100 fr. fr. od 1 hektolitru w/g taryfy.

Dekretem z dnia 7.X.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 238 z dnia 11.X.1938 r.) zmienione zostały cła przywozowe na drzewa egzotyczne, kobalt, towary z miedzi lub ze stopów miedzi z cynkiem lub cyną oraz na beczki i naczynia z drzewa miękkiego lub twardego.

Zmiana taryfikacji celnej

Dyrekcja cel we Francji informuje zainteresowanych, że sosy pomidorowe używane dla przypraw, które były cłone poprzednio w/g tar. c. f. 314. będą odtąd podlegały odprawie celnej w/g t. c. fr. 158 C.

Wystawy

Wystawa lotnicza we Francji

Wystawa lotnicza w Paryżu odbędzie się w czasie od 25 listopada do dn. 11 grudnia 1938 r. Z okazji tej wystawy kolejno francuskie przyznają 40% zniżki bez obowiązku wykupywania karty turystycznej, przy czym minimum pobytu w Paryżu wynosi 5 dni.

Posiadłości zamorskie Francji

Maroko

W/g zarządzenia z dn. 26.VIII.1938 r. benzyna i nafta przeznaczone do użytku w gospodarstwach rolnych zostają, w granicach określonych kontyngentów, zwolnione na okres roczny od cła; rów-

nież olej gazowy przeznaczony dla tychże celów może być zwolniony od 10% cła.

Z dniem 1.IX.1938 r. podwyższono o 25% opłaty portowe i składowe.

Z dniem 16.IX.1938 r. został zakazany wywóz z Maroka wszelkiego rodzaju rud, ropy, materiałów pędnych, olejów i tłuszczów. Na wywóz szmat, wełny i skór wymagane jest zezwolenie, z wyjątkiem wywozu do Francji i Algieru.

Tunis

Zabroniony został z dniem 15 września r. b. wywóz do innych krajów niż Francja i Algier następujących towarów: wełny, skór surowych i wyprawionych, bawełny, lnu, konopi, juty, jedwabiu w kokonach i przędzy, wszelkiego żelaza i odpadków żelaza i stali i fibrów kokosowych.

Afryka Zachodnia Francuska

Na zasadzie trzech dekretów z 7 kwietnia i dwóch dekretów z 13 maja 1938 r. wprowadzono obowiązkowe oznaczanie kraju pochodzenia na poniższe towary zagraniczne przywożone do Afryki Zach. Francuskiej: części metalowe na biżuterii, umebrowania i ich zastosowania, artykuły izolacyjne dla przemysłu budowlanego, beczki i beczułki metalowe, agrafki i przewodniki elektryczne.

Dekretem z 24.VIII.1938 r. wprowadzony został kontyngent na czas od 1 września do 31 grudnia 1938 r. w wysokości 540 q na przywóz tkanin grubych z juty i innych włókien dla celów opakowania (poz. ex 255).

Indochiny

Z dniem 14 września r. b. rozciągnięto na Indochiny obowiązek oznaczania kraju pochodzenia na przywożonych z zagranicy beczkach z żelaza i stali.

Dekretem z dn. 24.IX.1938 r. wprowadzony został zakaz wywozu z Indochin rudy żelaznej i manganowej (poz. t. c. fr. 204 i 231; D. U. R. Fr. Nr 225, z dn. 25.IX.1938 r.).

Inne kolonie — reglamentacja przywozu

Dekretem z dn. 7.VIII.1938 r. (D. U. R. Fr. Nr 204 z 1.IX.1938 r.) skontyngentowany został przywóz do Martiniki, Gwadelupy, Gujany i części kolonii Gabon przywóz zagranicznych towarów następujących: tkanin bawełnianych, welurów i artykułów dzianych, bawełnianych, koronek, konfekcji, bielizny i artykułów pomocniczych do ubrań.

Wśród ustalonych i ogłoszonych kontyngentów, jedynie do Gwadelupy został przyznany odrębny kontyngent dla Polski w wysokości 6 q dla przywozu konfekcji i bielizny (poz. t. c. fr. 460). Dla przywozu do Martiniki kontyngent dla „autres pays“ wynosi 9,6 kwintali z tejże pozycji taryfy celnej.

Możliwości handlowe

Na rynku w Syrii i Libanie, wskutek braku produkcji miejscowej, istnieją możliwości zbytu aparatów radiowych, których przywieziono w r. 1937 ogółem za 4 miliony franków. Przy odprawie celnej wymagana jest jedynie zwykła faktura legalizowana przez konsulat francuski. Stawka celna wynosi 25% ad valorem.

Możliwości eksportowe

Serwetki papierowe. Poważna firma francuska poszukuje dostawców serwetek papierowych o wymiarze 30x30 cm.

Wyroby szklane do celów laboratoryjnych. Firma francuska zamierza importować z Polski szkło laboratoryjne.

Firma francuska poszukuje dostawców tanich wyrobów szklanych, fajansowych oraz mydeł w celach reeksportu do kolonii francuskich w Afryce.

Tuniska firma eksportowa z dobrymi referencjami pragnie importować z Polski materiały budowlane, ceramikę sanitarną, artykuły sanitarne z blachy, płyty do wykładania posadzek oraz dykty i kopalniaki.

Agencja handlowa w Maroku gotowa jest objąć zastępstwo firm polskich, eksportujących swe wyroby na rynek marokański. Agencja ta interesuje się również produktami rolniczymi, a szczególnie strączkowymi.

Z prac bieżących Izby Compte-rendu des travaux de la Chambre

a) Przyjęcie nowych członków

W poczet członków Izby Handlowej Polsko-Francuskiej zostały przyjęte następujące firmy:

1. „Automotor“, właściciel A. Hapke. Handel samochodami i częściami zamiennymi do samochodów. Poznań.
2. Bracia Jabłkowscy. S. A. Dom Towarowy. Warszawa.
3. Izaaka Krejnisa Wdowa. Import skór i fabryka uszlachetniania skór futrzanych. Tyśmienica.
4. Bohdan Nagórski. Dyrektor Tow. Żeglugowych „Bergtrans“ w Gdańsku i Gdyni.
5. Teodor Sakowski. Dom Handlowy. Przedstawiciel firm francuskich. Warszawa.
6. „West-Poleksport“. Warszawa.

b. Przedstawicielstwa do objęcia

Znane firmy francuskie poszukują przedstawicieli na następujące artykuły:

- wina burgundzkie,
- koniaki i wódki,
- szmaty wełniane i lniane (zastępstwo na okręg Białostocki),
- gwoździki z Madagaskaru,
- konserwy rybne (sardynki i tuńczyk),
- wanilia,
- surowce do fabrykacji perfum,
- skóry surowe i wyprawione z Algeru,
- forniry z drzew egzotycznych.

Poważni agenci handlowi we Francji, poleceni przez Izbę Handlową Francusko-Polską w Paryżu, poszukują przedstawicielstw firm polskich, eksportujących następujące artykuły:

- grzyby,
- włosie,
- pakuły lnu i konopi,
- dykty,
- konie rzeźne,
- raki,
- szczecina,
- lycopodium,
- odpadki zwierzęce,
- len i konopie,
- jarzyny suszone.

Agent handlowy w Algerze pragnie zastępować firmy polskie, które wywożą artykuły spożywcze.

Polscy eksporterzy poszukują przedstawicieli na Francję na artykuły następujące:

- chmiel,
- tkaniny wełniane,
- wędliny i konserwy mięsne.

Firma francuska eksportująca trufle i wątróbki (foies gras) poszukuje przedstawiciela na Polskę.

Wszelkich informacji w powyższych sprawach udziela biuro Izby Handlowej Polsko-Francuskiej, ul. Czackiego 4.

INDUSTRIE
POLONO-
FRANÇAISE
DESOIERIES

C. J. BONNET S. A.

ŁÓDŹ, 28 P. Strzelców Kaniowskich 61

TELEPHONES:
DIRECTION ET BU-
REAU DE VENTE
2 2 5 - 4 0
F A B R I Q U E
1 8 2 - 8 4

Sociétés Anonymes

M. SILBERSTEIN à ŁÓDŹ

et

**MANUFACTURE
de PIOTRKÓW
à PIOTRKÓW.**

Administration: ŁÓDŹ, rue Piotrkowska 40.

Filatures de Coton et de Laine Peignée, Tis-
sages, Blanchiement, Teintureries et Apprêts.

Société Anonyme de l'Industrie Textile

Siège Social: PARIS, 76 rue de la Victoire

Succursale CZEŃSTOCHOWA

**Peignage, Filature, Teinturerie
de Laines Peignées, Tannerie, Teinturerie de
Peaux de moutons.**

Compagnie Générale des Industries Textiles
SOCIETE ANONYME des ETABLISSEMENTS
ALLART, ROUSSEAU et Cie

Siège Central: **Roubaix (France)**, adr. télégraphique „Textiles”, Roubaix.

Usines à ROUBAIX (FRANCE), WARCOING (BELGIQUE) et en POLOGNE.

Bureaux de ventes: à **Paris et à Bruxelles.**

Usines
en POLOGNE:

à **LODZ** (rue **Kątna 19**), adr. télégraphique „Allarto”, Łódź

Peignage, filature, teinturerie et impression de laine.

Bureau de vente: **Kątna 19.**

à **TOMASZÓW MAZÓW**. Anc. Etablissements **PIESCH**, (rue **Św. Tekli Nr 25**)
adr. télégraphique „Piesch” Tom. Mazow.

Filature de cardé, tissage, teinturerie et apprêt de tissus de laine.

avec bureaux de vente: à **Lodz—Al. Kościuszki No 39**, adr. tél. **Tompiesch**
à **Varsovie** — rue **Długa 48**, à **Lublin** rue **Krak.-Przedm. 20.**

Capital Social: Ffr. 40.025.000.—

Capital destiné à l'exploitation en Pologne Zł. 16.885.000.—

SOCIETE TEXTILE

„La CZENSTOCHOVIENNE”

SOCIETE ANONYME

Siège Social à **Roubaix (France)**

Filatures de coton et jute, Tissages, Teinturerie et Apprêt

à **Częstochowa (Pologne)**

Bureau de vente à **LODZ**, 159 rue Piotrkowska.

Zakłady Przemysłu Bawełnianego

„LUDWIK
GEYER”

SPÓŁKA AKCYJNA

w Łodzi

Rok założenia 1829

Rok założenia 1829

Centrala: Piotrkowska No. 282

**Biuro Sprzedaży w Warszawie,
Boduena No. 4**

Wyroby bawełniane, drukowane i kolorowo tkane ●
Tkaniny z jedwabiu sztucznego ● Chustki i kołdry ●
Płótna introligatorskie ● Kalka rysunkowa ● Sztuczna skóra meblowa i galanterijna ●

Maison fondée
en 1865

**Filature de laine
peignée**

MARKUS
KOHN

S. A.

ŁÓDŹ, Łąkowa No 5

Tel.: 116-05 Centrale

146-63 Caisse et bureau de vente

130-37 Bureau de la fabrique et
Section des achats

170-07 Leonhardt 1

110-02 Comité de Direction

116-66 Succursale de Pabianice,
Zamkowa 31

L'ordonnance du Président de la République

du 27 Juin 1934

SUR LE CODE DE COMMERCE

(Journal des Lois de la Rép. Pol. Nr. 57 du 30 Juin 1934, pos. 502)

(suite)

§ 2. Ont droit d'attaquer en justice:

1) le Comité de Gérance de la société, le Conseil de Surveillance, les Commissaires aux Comptes et les membres de ces organismes séparément;

2) chaque actionnaire qui a voté contre la résolution, et qui après qu'elle fut prise, a demandé que sa protestation fût insérée dans le procès-verbal;

3) chaque actionnaire qui, sans motifs, n'a pas été admis à l'assemblée;

4) les autres actionnaires qui n'ont pas été présents à l'Assemblée, mais uniquement si la convocation a été faite d'une manière défectueuse, ou si la résolution a été prise sur des questions qui n'étaient pas comprises dans l'ordre du jour.

Art. 414.

Une décision de l'Assemblée Générale peut être attaquée en justice par un actionnaire même dans le cas où elle serait conforme aux dispositions de la loi et de statuts si, contrairement aux bons usages commerciaux, elle est préjudiciable aux intérêts de la société ou a pour but de léser un actionnaire.

Art. 415.

L'action en nullité doit être engagée dans un délai de 30 jours à compter du jour d'information de la résolution,

toutefois au plus tard dans un délai d'un an à dater du jour de la prise de la résolution.

Art. 416.

Dans les litiges relatifs à l'annulation des résolutions de l'Assemblée Générale, le Comité de Gérance représente la société citée en justice si un mandataire spécial n'a pas été choisi à cet effet par une décision de l'Assemblée Générale. Au cas où le Comité de Gérance ne peut agir au nom de la société et dans l'absence d'une décision de l'Assemblée Générale relative à la désignation d'un mandataire spécial, le Tribunal compétent qui statue dans ces affaires désignera un curateur — avant ou après l'action dirigée contre la société, et qui représentera la société.

Art. 417.

§ 1. Le jugement annulant une résolution est obligatoire en ce qui concerne les rapports entre la société et les actionnaires.

§ 2. Dans les cas où la validité des gestions du Comité de Gérance ou des liquidateurs est subordonnée à la décision de l'Assemblée Générale, l'annulation d'une telle décision ne compte pas pour les tierces personnes agissant de bonne foi.

Comptabilité de la société par actions

Art. 418.

Les membres du Comité de Gérance sont responsables de la tenue convenable de la comptabilité de la société.

Art. 419.

L'année d'exercice social sera l'année du calendrier, si les statuts n'en décident pas autrement.

Art. 420.

§ 1. Le Comité de Gérance de la société doit, dans les deux mois qui suivent la fin de l'année d'exercice, élaborer et présenter aux autorités de contrôle, un Bilan au dernier jour de l'exercice (jour de bilan), le compte des Profits et Pertes et un rapport détaillé écrit des opérations de la société pendant l'année écoulée. Les statuts peuvent prolonger le délai précité d'un mois.

§ 2. Les documents, énumérés dans le paragraphe précédent, doivent être signés par tous les membres du Comité de Gérance. Tout refus de signature doit être motivé.

§ 3. Si la société a commencé ses opérations dans la seconde moitié de l'année sociale, on peut réunir les comptes et les rapports dressés pour cette période de temps, avec ceux de l'année suivante.

Art. 421.

Les copies du compte rendu du Comité de Gérance, avec le bilan, les comptes de Profits et Pertes et avec la copie du compte-rendu du Conseil de Surveillance et de celui des Commissaires aux Comptes et de l'opinion des experts, seront remis aux actionnaires, à leur demande, dans le courant des quatorze jours qui précèdent l'Assemblée Générale.

Art. 422.

En établissant le bilan, il faut appliquer les principes suivants:

- 1) le capital social, les fonds de réserve de tous genres, doivent être inscrits au passif;
- 2) les frais d'organisation lors de la fondation, éventuellement les frais d'agrandissement ultérieur de l'entreprise, peuvent figurer à l'actif, à condition qu'ils soient amortis dans un délai de cinq ans au plus;
- 3) les frais d'administration ne peuvent figurer à l'actif;
- 4) les profits ou les pertes doivent figurer dans le bilan à une position spéciale;
- 5) les obligations émises par la société doivent figurer dans le bilan d'après leur valeur nominale; la différence entre le prix obtenu par l'émission au dessus du pair et la valeur nominale, peut figurer à l'actif, sous condition qu'elle soit amortie par déductions annuelles prenant fin au plus tard au jour du remboursement des obligations. Les primes au dessus de la valeur nominale, payées au moment de l'achat des obligations, doivent être déduites des profits de l'année où sera remboursée l'obligation, ou bien des réserves spéciales;
- 6) les garanties, les nantissements et les cautions doivent être spécifiés dans un supplément au bilan et chaque genre d'engagement doit figurer pour son montant total;
- 7) il faut distinguer dans le bilan, les capitaux liquides, les engagements à court terme et ceux à longue échéance.

Art. 425.

§ 1. Les terrains, les bâtiments, les machines, les moyens de transport, les instruments de travail, les meubles, les droits, les concessions, les brevets, les licences et autres investissements, destinés à un usage courant doivent figurer au bilan selon le prix d'achat ou le coût de production.

§ 2. Il faut faire chaque année une déduction pour amortissement correspondant à la diminution de valeur d'investissement par suite d'usure, du fait d'existence de droits de tierces personnes, du temps écoulé, etc.

§ 3. L'augmentation de la valeur de l'avoir cité dans le premier alinéa du § 1 ne peut figurer dans le bilan, qu'en cas d'établissement d'une nouvelle estimation par une commission d'estimation, dont la composition et le fonctionnement seront établis par une ordonnance du Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Art. 424.

Les matières premières, le stock des marchandises et autres valeurs formant les fonds de roulement de la société doivent figurer au bilan à leur valeur effective, mais pas plus cher qu'au prix de revient, et si ce prix est plus élevé que ceux du marché au jour du bilan, aux prix du marché.

Art. 425.

§ 1. Les titres et les devises étrangères, s'ils sont cotés à la Bourse, figureront dans le bilan au prix d'achat, et si ce prix dépasse le cours moyen de la Bourse du dernier mois précédant le jour du bilan, selon le cours coté à la Bourse.

§ 2. Les titres et les devises étrangères qui ne sont pas cotés à la Bourse figureront au bilan tout au plus à leur prix d'achat.

Art. 426.

Les créances et les engagements en monnaie étrangère doivent être comptés selon le cours moyen coté à la Bourse, pour l'argent étranger, dans le courant du dernier mois précédant le jour du bilan.

Art. 427.

§ 1. Pour couvrir les pertes de bilan, il faut créer un capital de réserve pour la constitution duquel on prélève au moins 8% du bénéfice annuel net, tant que ce capital n'atteint pas au moins un tiers du capital social.

§ 2. Il faut verser au capital de réserve la prime obtenue par l'émission des actions au-dessus de leur valeur nominale, et restant après couverture des frais d'émission des actions.

§ 3. Le capital de réserve est aussi alimenté par les versements supplémentaires, faits par les actionnaires comme contrepartie d'avantages particuliers pour leur actions, sans augmentation du capital social, si ces versements ne sont pas employés à couvrir des pertes ou des déductions extraordinaires (sur des comptes d'actif).

§ 4. Les statuts peuvent prévoir la constitution d'autres réserves destinées à couvrir des pertes ou dépenses déterminées.

§ 5. L'Assemblée Générale décide de l'emploi du capital de réserve et des réserves; cependant une partie du capital de réserve égale au tiers du capital social ne peut être employée que pour couvrir les pertes de bilan.

Art. 428.

§ 1. Le Comité de Gérance de la société publiera le bilan approuvé par l'Assemblée Générale, ainsi que le compte de Profits et Pertes, dans un délai de deux semaines à dater de leur approbation.

§ 2. En même temps, la Comité de Gérance déposera au Tribunal d'enregistrement et au Ministère de l'Industrie et du Commerce, le bilan publié, le compte des Profits et Pertes, les rapports et le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

Art. 429.

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, sous forme de participation aux bénéfices de la société, ne peut être votée que par l'Assemblée Générale et après les déductions exigées par la loi et par les statuts et après la détermination du montant du dividende.

Art. 430.

Si le bilan établi par le Comité de Gérance accuse une perte dépassant le total du capital de réserve, des réserves et d'un tiers du capital social le Comité de Gérance doit immédiatement convoquer l'Assemblée Générale pour décider de la continuation de l'existence de la société.

Modification des Statuts**Art. 431.**

§ 1. Toute modification des statuts ne peut être faite que par décision de l'Assemblée Générale.

§ 2. Le Comité de Gérance doit déclarer cette modification au Registre du Commerce.

§ 3. En même temps que l'inscription de la modification des statuts, il faut inscrire au Registre du Commerce les modifications des données, énumérées à l'art. 330.

§ 4. Avant inscription au Registre du Commerce, la modification aux statuts n'est pas juridiquement valable.

§ 5. Pour l'enregistrement des modifications apportées aux statuts, on applique les prescriptions énumérées aux art. 334 et 337.

Art. 432.

§ 1. La société peut augmenter le capital social en émettant de nouvelles actions.

§ 2. La nouvelle émission ne peut être faite qu'après

versement total du capital antérieur. Cette règle ne s'applique pas aux sociétés d'assurance, ni dans le cas de fusion de sociétés.

Art. 433.

La motion d'augmentation du capital doit contenir:

- 1) la somme dont le capital social doit être augmenté;
- 2) la spécification que les actions de la nouvelle émission sont au porteur ou nominatives;
- 3) les divers droits qui doivent être accordés aux actions de la nouvelle émission;
- 4) le prix d'émission des nouvelles actions, ou l'autorisation au Comité de Gérance ou au Conseil de Surveillance de fixer le prix d'émission;
- 5) la date à partir de laquelle les nouvelles actions participeront au dividende;
- 6) l'exclusion éventuelle des actionnaires actuels du droit de recevoir les actions nouvelles;
- 7) les dates d'ouverture et de la clôture de la souscription si l'Assemblée Générale ne charge pas le Comité de Gérance ou le Conseil de Surveillance de désigner ces dates.

L'activité de la succursale en France de la »Bank Polska Kasa Opieki S. A.« en 1937

»Bank Polska Kasa Opieki S. A.«

Sprawozdanie z działalności oddziału we Francji w 1937 r.

La banque „Polska Kasa Opieki S. A.“ s'occupe de la protection financière de l'émigration polonaise dispersée dans le monde entier. Actuellement, cette banque possède au total 26 agences à l'étranger dont les trois principales sont en France, à Paris; en République Argentine, à Buenos Aires; en Palestine, à Tel-Aviv, ainsi qu'une section de transfert auprès de la Ligne Gdynia-Ameryka à New-York.

L'action de crédit de cette banque protégeant notre exportation et notre colonisation a eu une signification importante pour notre émigration.

Activité de la succursale en France en 1937

Au cours de l'exercice, cette succursale, vu certaines conditions financières et économiques en France, a dû combattre des difficultés de différentes natures. Malgré certaines prévisions, l'année 1937 en France n'a pas été une année favorable, bien qu'on ait noté un certain accroissement de la production.

Dans ces conditions, la mission principale de cette succursale a été de maintenir les „positions acquises“.

Crédits aux Commerçants, Polska Centrala Handlowa

Une partie notable de l'émigration polonaise, allant en France pour un séjour temporaire, s'y fixe pour toujours.

Notre émigration trouve du travail, avant tout, dans l'agriculture, dans les mines de charbon et dans les entreprises industrielles. Cependant une partie assez importante est constituée par les commerçants ou les artisans.

Les commerçants et les artisans polonais établis en France font venir assez souvent de Pologne les matériaux ou marchandises dont ils ont besoin, principalement ceux que la France ne produit pas.

En outre, les représentants d'une série de maisons polonaises font d'importantes transactions d'importation ou d'exportation dans les cadres de l'accord polono-français. Les commerçants, artisans, importateurs ou exportateurs, ont besoins de crédits et il est normal que ces crédits puissent leur être accordés par une institution commerciale polonaise.

Dans ce but, la banque P. K. O. a facilité à l'Union des Commerçants et Artisans Polonais, dont le siège est

à Lens, la formation d'une société sous la dénomination de: „Polska Centrala Handlowa we Francji, Spółka Akcyjna“. Le but de cette société sera d'aider financièrement les transactions d'importation et d'exportation entre la France et la Pologne. Formée à la fin de l'année 1937, elle a commencé son activité en 1938.

Cependant l'activité de la banque ne se bornera pas à l'accord de crédits aux membres de l'Union des Commerçants mais prévoit également l'aide financière aux commerçants polonais qui ne font pas partie de cette union à condition que ce soient des maisons suffisamment solvables et solides.

Crédits agricoles. Agence à Toulouse. Agence Agricole de contrôle du département de l'Aisne. Agence à Toul.

Les crédits de production sont nécessaires également aux agriculteurs polonais et avant tout aux fermiers et métayers („polownicy“). Le métayage est une sorte de fermage qui s'est développé dans le midi de la France et est basée sur ce que le propriétaire met à la disposition du fermier les champs, les bâtiments et le cheptel, en échange de quoi il reçoit la moitié des récoltes et des bestiaux élevés par le métayer. Afin d'étudier sur place les moyens de résoudre les difficultés techniques qui se présentent au moment d'accorder les prêts agricoles (estimation, solvabilité, garantie) la banque a envoyé un délégué à Toulouse, dans le midi de la France; la tâche de ce délégué a consisté à examiner de l'opportunité et de la possibilité d'ouvrir à Toulouse une agence permanente de cette banque.

En accord avec l'Union des Colons Polonais en France ainsi qu'avec la Société d'Exploitation Agricole, institutions qui, à un certain degré, serviront d'intermédiaires entre la banque et les agriculteurs, la banque a organisé et mis en mouvement la section des crédits sous dépôt de warrants agricoles. Pour le moment la banque accorde aux fermiers des crédits peu importants en rapport avec la capacité de paiement des clients. Ces prêts sont à court terme, accordés contre remise de warrants et destinés principalement à faciliter les semis ainsi que l'achat de machines agricoles ou de bétail vivant.

La succursale de Paris a également procédé aux travaux préparatoires ayant pour but l'organisation d'une

Dla wszelkich celów

Fotografii Przemysłowej
Reklamowej
Amatorskiej
Kinematografii Amatorskiej

Aparaty
Błony
Papiery
i Przybory

»Kodak«

Kodak sp. z o. o.
Warszawa, Plac Napoleona 5

Hieronim Paczanowski

Maison fondée en 1921

Exportation: de produits des forêts et de produits agricoles.

Sécherie — Transformation des champignons.

INOWROCLAW

TELEPHONE Nr 569. BOITE POSTALE 95.

Adresse télégraphique: PACZANOWSKI — INOWROCLAW

Spécialité: Champignons frais: chanterelles, girolles, morilles et cèpes.

Champignons secs: (entiers et coupés) aussi bien que conserves de champignons et produits demi-ouvrés.

Oignons et pommes de terre en tous assortiments. (prière d'adresser la correspondance en anglais, allemand ou polonais).

Najtańsze źródło zakupu
dla odsprzedawców

GABEK MORSKICH
i SKÓREK ZAMSZOWYCH

Felix Gozlan

WARSZAWA, Ceglana 8, tel. 5-34-91

SOCIETE pour la PROTECTION de l'ART POPULAIRE en POLOGNE

EXPOSITION PERMANENTE et VENTE Rue TAMKA No. 1, Rue KRÓLEWSKA No. 2, WARSZAWA

Rękopisów redakcja nie zwraca.

La Rédaction ne rend pas les manuscrits
qui lui ont été communiqués.

Przedruk dozwolony za podaniem źródła.

La reproduction des informations n'est
autorisée que si la source est citée.

Adres Redakcji i Administracji
Adresse du Comité de Rédaction
et de l'Administration

Warszawa, ul. Czackiego 4, tel. 274-50

Rachunki wydawnictwa w Polsce:

1. P. K. O. Warszawa, Konto Nr. 14.288.
2. Banque Franco-Polonaise, Warszawa, Czackiego 4. Rk »Polska-Francja«

Comptes de la revue en France:

1. Banque P. K. O. Paris (8-e), 31, rue Jean-Goujon compte Nr 14.288.
2. Banque Franco-Polonaise .Paris (1-er), 15 rue des Pyramides. Compte »Polska-Francja«.

Redaktor odpowiedzialny
(Rédacteur responsable)

Mgr. STANISŁAW KOÇOT

WYDAWCA: IZBA HANDLOWA POLSKO - FRANCUSKA W WARSZAWIE
EDITEUR: LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE à VARSOVIE

Polskie Kopalnie Skarbowe
Spółka Dzierżawna
Spółka Akcyjna
w Katowicach

Société Fermière des Mines Fiscales
de l'Etat Polonais en Haute Silésie
Société Anonyme
à Katowice

Chorzów I. plac Marsz. Piłsudskiego 11

telefon 40901

Adres telegraficzny

SKARBOFERME
CHORZÓW

Sprzedaż:

WĘGLA wysokich gatunków
z kopalń

Vente:

de **CHARBONS** de haute qualité
des mines de

»**KRÓL**« (Chorzów)

»**BIELSZOWICE**«

»**KNURÓW**«

KOKSU

z koksowni «Knurów»

de **COKE**

de la cokerie de «Knurów»

BRYKIETÓW

z kopalni «Król»

de **BRIQUETTES**

de la mine de «Król»

SIARCZANU AMONU

z fabryki w Knurowie

de **SULFATE D'AMMONIAQUE**

de l'usine de Knurów

BANQUE FRANCO-POLONAISE

Spółka Akcyjna z kapitałem 50 milionów franków
Société Anonyme au capital de 50 millions de francs

Siedziba: **Siège Social:**
15, rue des PYRAMIDES, PARIS

Adres telegraficzny: **B A F R A P O L A B P A R I S**
Adresse télégraphique:

Oddziały i Agencje: **Succursales et Agences:**
WARSZAWA, Czackiego 4 **POZNAŃ, Al. Marcinkowskiego 13**
KATOWICE, Dyrekcyjna 9 **GDYNIA, Skwer Kościuszki 15**
GDĄŃSK, Hundegasse 127, DANZIG

BANQUE FRANCO-POLONAISE, założony w r. 1920 przy udziale najważniejszych instytucji finansowych, zwłaszcza zaś Banque de Paris & des Pays-Bas, Société Générale, Banque de l'Union Parisienne, Société Générale de Crédit Industriel et Commercial wykonywa wszelkie operacje bankowe. Dzięki swej organizacji może w znacznym stopniu ułatwić rozwój stosunków finansowych i handlowych między Francją a Polską.

BANQUE FRANCO-POLONAISE jest jedynym bankiem francuskim, posiadającym oddziały w Polsce.

La **BANQUE FRANCO-POLONAISE**, fondée en 1920 avec le concours des principales banques de Paris, notamment la Banque de Paris & des Pays-Bas, la Société Générale, la Banque de l'Union Parisienne, la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, exécute toutes les opérations de banque. Grâce à son organisation, elle est à même de participer dans une large mesure au développement des relations commerciales et financières entre la France et la Pologne.

La **BANQUE FRANCO-POLONAISE** est l'unique banque française possédant des succursales en Pologne.
